

jeudi 16 octobre 2008

Grenelle de l'environnement (1)

M. Serge Grouard. Monsieur le secrétaire d'État, je me réjouis également de l'ouverture dont a fait preuve le Gouvernement en prenant en compte certaines suggestions formulées par les parlementaires. Avec quelques collègues, dont Gérard Charasse, j'avais déposé plusieurs amendements susceptibles de tomber.

Nous saluons en particulier l'inscription de la ligne Paris-Orléans-Clermont-Ferrand permettant de rallier Lyon. Nous ne nous plaçons pas dans une logique de simple défense de territoire. Il s'agit vraiment d'un enjeu d'aménagement national. La SNCF nous explique que la ligne Paris-Lyon est saturée. À brève échéance, il faudra donc doubler cette ligne. S'offrent deux solutions : l'intelligente et l'autre. (*Mouvements divers.*)

L'autre – commençons par elle – consisterait à créer une ligne parallèle à celle existante. La solution intelligente consisterait à faire d'une pierre deux coups, en desservant cette grande région Centre dont une bonne partie ne bénéficie pas actuellement de ligne à grande vitesse, et en répondant au passage à l'objectif affiché par l'amendement du Gouvernement : relier les capitales régionales. Actuellement, deux capitales régionales ne sont pas desservies par TGV, Orléans et Clermont-Ferrand. La logique conduit alors à prévoir une ligne Paris-Lyon, desservant Bourges, Orléans et Clermont-Ferrand. Voilà du bon investissement, de la bonne dépense publique !

Monsieur le secrétaire d'État, je souhaiterais que vous répondiez à deux questions. Pourriez-vous préciser que cette ligne vise bien à relier les capitales régionales et particulièrement la ville d'Orléans, impérieuse nécessité ?

Mme la présidente. *Veillez conclure, monsieur Grouard.*

M. Serge Grouard. Madame la présidente, je participe à ce débat depuis son début, je compte rester jusqu'à la fin, et je considère n'avoir pas abusé de la parole.

Ma deuxième observation porte sur la cohérence des objectifs poursuivis. Puisqu'il est urgent de répondre à la saturation de la ligne Paris-Lyon et nécessaire de relier Paris à Clermont-Ferrand, il faudrait inclure la ligne Paris-Clermont-Lyon dans le premier programme d'investissements prévus, et donc dans la première partie de l'amendement du Gouvernement.

vendredi 17 octobre 2008

Grenelle de l'environnement (1)

M. Serge Grouard. Madame la présidente, monsieur le ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, monsieur le président de la commission des affaires économiques, monsieur le rapporteur, mes chers collègues, à ce stade de nos débats, je prends la parole en souhaitant y associer un certain nombre de collègues, MM. Pancher, Geoffroy, Gest, Grosdidier, Hostalier, Morel-A-l'Huissier, Piron, Poignant, Paternotte notamment.

Après les propos que vient de tenir notre collègue Tourtelier, je voudrais saluer la haute qualité de nos échanges et remercier très sincèrement bon nombre de collègues sur tous les bancs de l'hémicycle. Je voudrais également rendre hommage à notre président de commission et au rapporteur qui ont su concilier une ferme volonté permanente avec un très grand esprit d'ouverture. Tout cela fait honneur à notre assemblée. Je tiens, enfin, à remercier tout particulièrement M. le ministre d'État et Mme la secrétaire d'État pour leur détermination et la méthode de travail très novatrice qu'ils ont su engager depuis de longs mois.

Je regrette, comme tout un chacun ici, que celles et ceux qui ont beaucoup travaillé sur ce Grenelle de l'environnement se trouvent quelque peu privés, à ce stade du débat, de la suite des échanges. Je regrette aussi – et je le dis très sincèrement – l'attitude de quelques-uns parmi nous, plus portés à surfer sur l'écume conjoncturelle qu'à travailler sur le fond des sujets.

Une chose est sûre : nous ne pouvons pas poursuivre le débat tel qu'il a été initialement engagé. Le ministre d'État l'a clairement exposé la nuit dernière, l'intérêt national commande la conclusion de ce Grenelle par le fait que s'ouvre dès lundi la difficile négociation européenne du plan « climat-énergie ». L'enjeu est, nous le savons, fondamental et il reste à convaincre un certain nombre de nos partenaires européens. Il serait parfaitement dommageable que le ministre d'État s'y engage avec une représentation nationale divisée et un texte fondateur inachevé. À l'inverse, il bénéficierait d'une formidable symbolique s'il entamait cette négociation fort du soutien de notre assemblée.

La loi dite « Grenelle » peut et doit être un texte fondateur. Elle doit engager un processus irréversible vers un nouveau modèle de société ; en cela, j'en suis convaincu, elle se porte à l'échelle de l'histoire. Mais elle doit aussi se placer à la dimension du monde parce que l'enjeu est là. Un Grenelle qui resterait franco-français n'aurait que peu d'impact. Il est donc essentiel que l'Union européenne partage notre conviction et fasse nos objectifs siens pour mieux les faire valoir auprès des autres États. Encore faut-il que, dans un premier temps, la négociation

« climat-énergie » aboutisse et que la France y dispose de tous les atouts. Notre assemblée doit se porter à ce niveau d'exigence et aider à engager ce cercle vertueux.

Monsieur le ministre d'État, nous sommes plusieurs parlementaires UMP à nous être engagés depuis longtemps pour défendre le Grenelle de l'environnement. Nous avons beaucoup travaillé ce texte et su construire, on peut le dire, une relation de confiance avec de nombreux acteurs de l'environnement. Je veux, à ce stade, saluer tout particulièrement l'implication de notre collègue Bertrand Pancher.

Nous ressentons, il faut le dire aussi, une certaine frustration de ne pouvoir poursuivre le débat, mais nous mesurons l'enjeu. C'est la raison pour laquelle les collègues que j'ai cités et moi-même avons spontanément décidé de retirer tous nos amendements afin de pouvoir conclure au plus vite cette première lecture...

M. Patrick Ollier, président de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire. *Je vous en remercie !*

M. Serge Grouard... et vous conforter ainsi, monsieur le ministre d'État, dans vos négociations européennes. Nous souhaitons évidemment que ces amendements que nous pensons utiles soient repris dans la suite du travail législatif – nous vous faisons toute confiance à cet égard.

Je vous le dis en toute sincérité, mes chers collègues : au-delà de nos formations politiques, quels que soient les bancs sur lesquels nous siégeons ici, nous ne sommes pas si nombreux que cela à être convaincus que la préservation de notre environnement, comme la mutation en profondeur de nos sociétés, est l'enjeu majeur de ce siècle. Nous ne sommes pas assez nombreux pour nous permettre de nous diviser.

Depuis le début de nos débats, je le crois en conscience, nous sommes d'accord sur l'essentiel : engager un processus que nous voulons irréversible. Nous avons la chance d'avoir un ministre d'État et une secrétaire d'État tout aussi convaincus et déterminés. J'ai bien entendu les propos de M. Tourtelier et je partage sa frustration : le débat démocratique mérite effectivement que nous puissions faire valoir nos positions sur le fond du sujet. Vous êtes un certain nombre à l'avoir fait ici, et nous nous en sommes mutuellement enrichis. Mais l'enjeu, pour l'heure, est plus important encore ; c'est pourquoi je suggère à l'ensemble de nos collègues de retirer leurs amendements pour que nous puissions conclure ce Grenelle.

J'achèverai mon propos, madame la présidente, en citant Georges Bernanos qui, dans les sinistres années trente, parlait de l'honneur de la politique.

M. Patrick Ollier, président de la commission des affaires économiques. *J'apprécie particulièrement cette référence !*

M. Serge Grouard. En tant que vieux gaulliste, je crois à cet honneur, je crois à notre capacité collective à distinguer l'essentiel de l'accessoire comme je crois à notre capacité à porter nos convictions et à assumer nos responsabilités. (« Bravo ! » et applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.)

vendredi 17 octobre 2008

Grenelle de l'environnement (2)

Serge Grouard. Effectivement, nous pourrions poursuivre la discussion sur les abeilles car le Poncho et le Cruiser sont aussi mis en cause, pas seulement les deux produits précités. Mais il existe malheureusement d'autres facteurs de mortalité chez les abeilles : certains parasites comme le varroa et le nosema ceranae, notamment. Mais ce n'est pas l'heure de lancer le débat sur ce sujet.

Ce que je veux surtout dire, c'est que je suis choqué par l'emploi d'un mot tel que « phytopharmaceutique ». C'est le terme officiel, nous dit-on. Eh bien, je ne suis pas d'accord.

M. Yves Cochet. *Il a raison !*

M. Serge Grouard. Les mots ont un sens. Quand je vais dans une pharmacie, c'est pour me soigner, non pour m'empoisonner ! (*Approbatons sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Il est illogique d'associer le terme « phytopharmaceutique » à un dispositif d'interdiction.

D'où vient l'emploi de tels mots ? Ils ont leur importance, notamment pour l'opinion publique ! Je préférerais donc que l'on emploie dans cet article le terme de « phytosanitaire ». (*Applaudissements sur tous les bancs.*)

jeudi 6 novembre 2008

Projet de loi de finances pour 2009 : Écologie, développement et aménagement durables (suite)

M. Serge Grouard. Madame la présidente, madame la secrétaire d'État, mes chers collègues, je voudrais insister sur cinq des principales caractéristiques objectives du projet de budget qui nous est aujourd'hui soumis.

La première est que les engagements du Grenelle sont respectés.

M. Bertrand Pancher. *Absolument !*

M. Serge Grouard. Tous les programmes du Grenelle sont financés à hauteur de ce qui était prévu initialement. Le total des crédits de paiement s'élève à 7,3 milliards d'euros sur la période 2008-2011, ce qui est mieux que pour les autorisations d'engagement. Il s'agit d'un budget ambitieux, qui répond à la logique dans laquelle nous sommes entrés avec le Grenelle de l'environnement.

La deuxième caractéristique concerne les ingrédients du « verdissement » budgétaire et fiscal. Il existe dans ce projet de budget de nombreux éléments concrets et novateurs qui s'inscrivent dans cette logique dont nous avons débattu ici. Je donnerai quelques exemples, d'autant plus remarquables – cela répond aux interrogations de M. Cochet – que tout ne figure pas dans le projet de budget.

Ainsi, nous n'avons pas encore évoqué les allègements fiscaux : un milliard d'euros correspondant aux dispositions prévues à l'article 200 *quater* du code général des impôts, heureusement prorogé, et dont un million de ménages pourront bénéficier. À un moment où l'on parle beaucoup de pouvoir d'achat, c'est un élément très positif.

M. Bertrand Pancher. *Très bien !*

M. Serge Grouard. Deuxième élément : dans le budget de recherche et développement, 700 millions d'euros s'inscrivent dans la logique du « verdissement » de la recherche.

Troisième élément : la TGAP, dont la croissance permet au budget de l'ADEME de faire plus que doubler, pour atteindre 800 millions d'euros.

Il est indispensable de mettre en œuvre immédiatement la taxe poids lourds, ...

M. Bertrand Pancher. *Oui !*

M. Serge Grouard. ...afin que les appels d'offres puissent être lancés l'année prochaine et qu'elle s'applique à partir de 2011.

Cette taxe permettra d'abonder le budget de l'AFITF, qui servira à financer un certain nombre de programmes de transports urbains collectifs et de lignes à grande vitesse. Nous devons être conscients que, si elle venait à disparaître, le financement de ces programmes serait très largement amputé. Il ne peut donc en être question.

Monsieur Chassaigne, le fonds Barnier ne double pas, mais augmente de moitié. Cette augmentation ne pénalisera pas les ménages, puisque, à l'intérieur de l'enveloppe, la part du fonds Barnier passe de 8 à 12 %, mais que le total reste le même.

Troisième caractéristique : la stabilité globale des prélèvements obligatoires. On nous a parfois dit que le Grenelle les alourdirait, notamment ceux pesant sur les ménages. Il n'en est rien, puisque l'addition des mesures fiscales nouvelles et des allègements fiscaux aboutit au montant, à peu près équivalent, de 2,8 milliards d'euros ; 2,8 moins 2,8, cela fait zéro.

M. Christian Jacob et M. Bertrand Pancher. *Tout à fait !*

M. Serge Grouard. Il n'y a donc pas d'augmentation des prélèvements obligatoires.

Quatrième caractéristique de ce budget : il donne une perspective sur trois ans. Il s'inscrit dans la logique de pluriannualité qui sécurise, autant que faire se peut, les financements, et permettra d'accompagner la montée en puissance du Grenelle de l'environnement, au travers de la réalisation des projets qui arriveront progressivement à maturité. Cet accompagnement de la montée en puissance sur trois ans me paraît très important.

Cinquième caractéristique, enfin : la transversalité. Un certain nombre de dispositions budgétaires importantes figurent, non pas dans le budget du ministère de l'écologie, mais dans d'autres budgets. Le total accroît donc la part de la préoccupation environnementaliste et écologique dans l'ensemble de la loi de finances.

Avec le Grenelle 1, nous avons mis en orbite le premier étage de la fusée. Avec ce projet de budget, nous en sommes au deuxième étage ; il nous reste à adjoindre le troisième, à savoir le Grenelle 2, que nous attendons avec impatience et soutiendrons avec ardeur. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

mercredi 10 juin 2009

Mise en œuvre du Grenelle de l'environnement

M. Serge Grouard. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'État, mes chers collègues, nous arrivons en deuxième lecture. Nous avons longuement débattu de ce Grenelle de l'environnement et, plutôt que de revenir sur le fond du débat, je voudrais vous faire part de quelques réflexions, ou plutôt de plusieurs ressentis.

Pour commencer – car, honnêtement, c'est d'être toujours le cas de nos discussions parlementaires –, je voudrais saluer la qualité du débat, à la fois dans cet hémicycle en première lecture et en commission. Je veux en remercier le président de la commission des affaires économiques et le rapporteur Christian Jacob. Lors des funestes accords de Munich, Bernanos avait eu cette formule – peut-être la jugez-vous un peu exagérée au regard de nos débats : « Nous croyons qu'il y a un honneur de la politique. » Autres circonstances, autres temps ; reste que l'invective quasi permanente n'honore pas la représentation nationale. En revanche, lorsque nous débattons au fond, lorsque nous cherchons à anticiper, lorsque nous prenons conscience des enjeux qui sont, chacun a pu le rappeler, des enjeux planétaires, l'enjeu du XXI^e siècle, nous sommes dans notre fonction. J'avoue avoir été heureux de participer, fût-ce modestement, à ce que je crois très profondément être une mutation irréversible.

Deuxième ressenti : on parle beaucoup de la faillite du politique, d'une sorte d'impuissance permanente. Eh bien, mes chers collègues, lorsque la volonté politique s'exprime, elle emporte des résultats. C'est là une leçon à méditer.

M. Bertrand Pancher. *Très bien !*

M. Serge Grouard. Des résultats imparfaits, certes, mais qui engagent ce mouvement irréversible qui va permettre de revenir par la suite sur le sujet, de continuer à corriger, à infléchir.

Cette volonté s'est exprimée à deux égards, me semble-t-il.

D'une part, nous avons réussi, et ce n'était pas évident, à réconcilier celles et ceux qui ne dialoguaient pas, qui ne s'écoutaient pas, qui se heurtaient dans une sorte d'opposition frontale permanente : les agriculteurs, les écolos, les chasseurs, les constructeurs, les industriels, les scientifiques. Ce Grenelle a eu le formidable mérite que de permettre à chacun de s'exprimer, d'écouter le point de vue d'autrui et d'arriver, je le crois, à un début de convergence. Une sorte de réconciliation conceptuelle, sans doute imparfaite, mais c'est humain...

D'autre part, nous avons eu le mérite d'aller dans le concret. Certes, les traditionnelles postures politiques – quand on est dans la majorité, tout est formidable, quand on est dans l'opposition, tout est mauvais – ont la vie dure : certains jugent que nous allons trop lentement. Le processus est engagé depuis deux ans, c'est vrai, mais regardons concrètement ce qui se passe : ce Grenelle a d'ores et déjà provoqué des changements de comportement. Ainsi, le ministre d'État a engagé des moyens financiers pour les transports urbains, je peux en témoigner en tant que maire d'une des grandes villes de France ; dans le domaine ferroviaire et des lignes à grande vitesse, un programme très ambitieux a été lancé, même si je pense que, ici ou là, on devrait pouvoir éviter de rajouter des autoroutes à des autoroutes...

M. Yves Cochet. Ah !

M. Serge Grouard. Bien sûr !

Troisième ressenti, qui me fait bien plaisir, à propos du rôle de la France. Sans verser dans le cocorico ni dans l'autosatisfaction béate et aveugle, force est de reconnaître que le Grenelle a mis la France en position d'influencer fortement l'Union européenne avec le paquet climat-énergie. Cette position pourrait être déterminante à Copenhague. Le ministre d'État l'a rappelé comme vous-même, monsieur le secrétaire d'État : l'enjeu est majeur pour la planète et si nous pouvons porter cette mutation au plan mondial, la France aura tout lieu de s'en honorer. On parle souvent de son message universel ; mais si, pour l'heure, nous pouvons déjà porter une part de cette universalité-là, notre travail n'aura pas été vain. Plus tard, nous pourrions nous dire, le soir à la chandelle, que nous avons fait un petit quelque chose qui était plutôt bien. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

mardi 29 juin 2010

Engagement national pour l'environnement

M. Serge Grouard, *rapporteur de la commission mixte paritaire*. Monsieur le président, monsieur le ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, madame la secrétaire d'État chargée de l'écologie, messieurs les rapporteurs, mes chers collègues, au moment où nous terminons l'examen du Grenelle 2, je vais tenter un exercice qui relève de la gageure.

M. Patrick Ollier, *président de la commission des affaires économiques*. *Nous vous faisons confiance!*

M. Serge Grouard, *rapporteur*. Je voudrais resituer ce texte non dans la conjoncture actuelle, mais dans un contexte plus historique, dans ce « temps long » cher au grand historien que fut Fernand Braudel et dans le mouvement des idées politiques. Je le répète, mes chers collègues, j'ai bien conscience que c'est une gageure! (*Sourires.*)

Depuis le XVIII^e siècle, il a eu deux grandes conceptions politiques: la philosophie des Lumières, qui a été le germe de la démocratie politique, de Montesquieu jusqu'à Raymond Aron.

Puis, le XIX^e siècle a vu naître un deuxième grand mouvement, plus économique et social, dans une gestation multiforme allant de la pensée marxiste à la pensée réformiste, parfois qualifiée d'utopique, de Fourier, de Proudhon et de quelques autres, mes chers collègues...

M. Yves Cochet. *Excellent!*

M. Serge Grouard, *rapporteur*. Depuis la fin du XX^e siècle et dans les premières années du XXI^e siècle, une troisième gestation est à l'œuvre. Peu importe le terme qu'il conviendrait d'utiliser: on emploie parfois la formule de « développement durable », mais, quoi qu'il en soit, il y a un modèle en gestation.

Pour revenir à la logique braudélienne, il y a, dans cette histoire, dans ce temps long, des invariants.

Le premier des invariants sur les deux premiers modèles – politique, économique et social –, c'est la volonté de s'inscrire en réaction à une situation existante et de relever un défi. Sur la démocratie politique, sur la philosophie des Lumières, c'est la volonté de s'opposer à une monarchie vieillissante, voire délégitimée, et de porter un autre modèle politique de philosophie d'inspiration libérale.

Au XIX^e siècle, le modèle économique et social, lui aussi en gestation, s'oppose à un capitalisme sauvage qui broie l'individu et dont certains auteurs nous ont montré tous les aspects dramatiques – je pense notamment à *La condition ouvrière*, de la philosophe Simone Weil.

Aujourd'hui, le premier invariant tend également à mettre fin à un système, fondé sur le pillage des ressources naturelles de notre belle planète, ressources à bon marché et en quantité quasiment infinie, ou perçue comme telle, et à proposer un autre modèle qui fonctionne sur la base de ressources limitées et chères.

Il y a un deuxième invariant: chaque modèle, pour s'incarner, pour prendre corps dans la réalité du moment, s'est appuyé sur des textes, sur une dimension juridique. Je pense, bien sûr, au modèle politique, à certaines grandes déclarations que nous avons tous en tête et aux lois constitutionnelles. Ainsi, le modèle économique et social s'est traduit en France par les grandes lois sociales de l'entre-deux-guerres, puis par les ordonnances du général de Gaulle de 1945.

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à une problématique semblable. Je crois sincèrement que les lois Grenelle 1 et Grenelle 2 et les lois de finances qui y participent s'inscrivent dans une même démarche. Selon moi, ces lois sont essentielles et resteront dans l'histoire comme certaines lois politiques et sociales. Elles s'inscrivent parmi les plus importantes de la V^e République. Est-ce à dire qu'elles sont presque parfaites ou achevées? Absolument pas! Mais – c'est fondamental – elles ont créé une dynamique irréversible, qui appellera d'autres textes, d'autres améliorations, d'autres évolutions. C'est ce que nous avons contribué à faire au travers du Grenelle 1 et du texte qui nous est proposé ce soir, le Grenelle 2.

Je conclurai par un dernier invariant qui montre le défi que nous devons relever.

Le modèle politique du XVIII^e siècle dont je viens de parler a pris forme dans le conflit, dans la violence révolutionnaire, et notamment dans les révolutions de 1848 ou se sont affrontés les deux systèmes politiques: le nouveau et l'ancien qui ne veut pas mourir, l'absolutisme de Metternich. Partout en Europe, cela génère des révolutions.

Le modèle économique et social a dû traverser nombre de crises, parfois violentes, pour parvenir à une très relative maturité. Nous avons aujourd'hui un défi du même ordre à relever: soit nous parvenons à assurer une transition, que je qualifierai de « douce », entre ce modèle qui a vécu et qui est encore le nôtre, et celui qui est en gestation, soit nous reviendrons à une logique conflictuelle, parce que l'un cherchera, comme toujours, à s'imposer à l'autre, et donc, nous retomberons dans la violence. Mais cette violence ne sera plus simplement une violence de société, elle sera planétaire.

Monsieur le ministre d'État, nous avons un immense défi à relever. Même si nous n'avons pas la prétention de relever tous les défis avec le Grenelle 2, nous pouvons avoir, au travers des dispositifs que nous créons, le sentiment d'avoir répondu à ce que Bernanos appelait en 1939 – ce n'était pas rien à l'époque – l'honneur de la politique, autrement dit d'avoir contribué à mettre en œuvre ce à

quo nous croyons fondamentalement, contre les conservatismes ambiants de tous bords, pour permettre une transition que nous appelons de nos vœux.
(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)

mardi 10 mai 2011

Interdiction de la fracturation hydraulique

M. Serge Grouard, *président de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire*. Madame la présidente, madame la ministre, messieurs les rapporteurs, mes chers collègues, au commencement de ce débat, je veux d'abord faire un triple constat.

Le premier, et cela a été dit par nos rapporteurs, est celui de l'opacité de notre système administratif, qui n'est pas satisfaisant.

Le deuxième constat est l'émoi et le sentiment très fort d'atteinte à l'environnement suscités auprès de l'opinion publique par les permis accordés sur une partie du territoire national. À cet émoi, nous devons apporter des réponses.

Le troisième constat est que notre code minier est obsolète. Le travail remarquable qui a été conduit par les deux rapporteurs permet de le constater dans le détail.

Le quatrième constat est celui de l'insuffisance de nos propres connaissances sur le sujet. Ce débat a le mérite de nous amener à chercher la connaissance.

Partant de ces constats, que recherche-t-on ? Nos souhaits sont finalement assez simples.

Premièrement, nous voulons la transparence.

Mme Martine Billard. *C'est raté !*

M. Serge Grouard, *président de la commission du développement durable*. Lorsque l'on voit ce que l'on demande à nos concitoyens pour un simple permis de construire, ou un permis de travaux, et ce que nos rapporteurs ont constaté s'agissant des permis accordés, on constate une différence qui n'est pas acceptable.

Ensuite nous voulons l'interdiction de l'exploration et de l'exploitation, ainsi que l'abrogation des permis qui ont été validés.

Par ailleurs nous souhaitons savoir, à moins de vouloir rester totalement ignorants, quelles sont les ressources dont pourrait disposer notre pays, et comment pourraient évoluer les techniques d'extraction. Ce n'est que bon sens.

Que devons-nous faire ?

La commission du développement durable s'était emparée du sujet avant qu'il ne produise cet émoi dans le pays. Dès le 1^{er} mars, nous avons désigné deux de nos collègues, MM. Gonnot et Martin, pour nous proposer un rapport d'information permettant de faire le point.

Mme Martine Billard. *Les protestations avaient déjà commencé.*

M. Serge Grouard, *président de la commission du développement durable.* Les délais étaient courts et couraient jusqu'au 8 juin. En tant que président de la commission du développement durable, je ne peux que regretter que nous n'ayons pas donné l'opportunité à nos deux collègues de poursuivre leurs travaux jusqu'à leur terme. Ce n'est pas du bon travail parlementaire.

Mme Martine Billard. *Le rapporteur avait déjà clos le débat !*

M. Serge Grouard, *président de la commission du développement durable.* Ensuite, le groupe SRC, avant d'attendre l'issue de cette mission d'information le 8 juin, a déposé une proposition de loi. Deux autres propositions de loi ont suivi. Je ne crois pas que ce soit un formidable spectacle qu'ait donné l'Assemblée nationale.

Dès lors, la commission du développement durable a cherché, comme l'a rappelé Jean-Paul Chanteguet, à créer le consensus et à travailler avec autant de sérénité que possible. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes accordés sur une proposition de loi, celle déposée par Christian Jacob. Nous avons, dans le même souci de consensus, désigné deux rapporteurs en les personnes de Michel Havard et de Jean-Paul Chanteguet. Je tiens d'ailleurs à les remercier tous les deux du travail qu'ils ont accompli car je crois qu'il honore le Parlement.

Nous allons donc examiner ce texte tel qu'il est proposé. De mon point de vue, il répond exactement aux attendus que j'ai rappelé initialement.

Mme Martine Billard. *Ah non !*

M. Yves Cochet. *Pas du tout !*

M. Serge Grouard, *président de la commission du développement durable.* Premièrement, la transparence est consacrée à l'article 3, avec l'amendement proposé par Michel Havard, ainsi qu'un certain nombre d'amendements que vous avez déposés les uns et les autres, et dont je souhaite que certains soient adoptés.

Deuxièmement, c'est le point essentiel, l'article 1^{er} pose l'interdiction de l'exploration et de l'exploitation utilisant la technique de la fracturation hydraulique. On ne saurait être plus clair que cette rédaction de l'article 1^{er}.

Enfin, l'article 2 pose le principe de l'abrogation des permis qui ont été déposés, malgré la difficulté à rédiger un texte juridiquement sécurisé, qui a été très justement expliquée par Michel Havard. La rédaction initiale n'offrait pas une

sécurité juridique suffisante, et je dis sincèrement à celles et ceux qui voudraient y revenir qu'ils se trompent au plan juridique.

M. Yves Cochet. *Non !*

M. Serge Grouard, *président de la commission du développement durable.* Nous en discuterons plus tard ; je ne veux pas abuser du temps de parole.

Les choses sont parfaitement claires et simples dans ce texte qui pose l'interdiction, l'abrogation, la transparence, et qui nous permet également de ne pas rester totalement ignorants grâce aux dispositions de l'article 3 lequel prévoit une recherche strictement encadrée. Qui pourrait y être hostile ?

À l'issue de nos débats, ceux qui veulent donner un feu rouge à l'exploration et à l'exploitation de ces gaz voteront ce texte, qui permet cette interdiction, et ceux qui ne voteront pas ce texte donneront un feu vert à l'exploration et l'exploitation. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

mercredi 2 novembre 2011

Projet de loi de finances pour 2012 Seconde partie : Écologie, développement et aménagement durables

M. Serge Grouard, *président de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire*. Sur les crédits de la mission « Écologie, développement et aménagement durables », les rapporteurs de la commission des finances, de la commission du développement durable et de la commission des affaires étrangères ont d'ores et déjà présenté, de manière détaillée, les moyens budgétaires demandés au titre des différents programmes et actions concernés.

Je n'y reviendrai donc pas, si ce n'est pour souligner que les 9,8 milliards d'euros d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement de la mission « Écologie » ne représentent en fait qu'un tiers environ des 27,7 milliards d'euros de crédits de paiement gérés par votre ministère.

Le projet de loi de finances pour 2012 s'inscrit dans un contexte économique difficile, marqué par un environnement international très incertain, une croissance ralentie et des tensions sur les dettes souveraines de plusieurs États.

Dans ce cadre, la mission « Écologie, développement et aménagement durables » se trouve dotée d'autorisations d'engagement en légère contraction, mais de crédits de paiement en croissance de près de 230 millions d'euros, ce qu'il convient de corriger par l'amendement de réduction de 84 millions d'euros déposé en séance.

Une certaine stabilité caractérise la structure générale de la mission. Les programmes « Transport » n^{os} 203, 207 et 205 représentent à eux seuls presque la moitié de la charge budgétaire et le programme transversal n° 217 plus d'un tiers. Le solde, soit environ 17 % des crédits de paiement, est constitué des programmes n^{os} 170, 113, 159, 181 et 174.

La ventilation fonctionnelle des dépenses montre la stabilité des dépenses du titre II et la croissance maîtrisée du titre III.

Félicitons-nous que l'essentiel de la progression constatée des crédits de paiement provienne du titre V – dépenses d'investissement – et du titre VI – dépenses d'intervention.

Au-delà du renforcement bienvenu des moyens de l'Autorité de sûreté nucléaire et des inquiétudes récurrentes liées à la mise en place difficile des plans de prévention des risques technologiques, je souhaiterais replacer ce budget dans la

En dépit de deux crises économiques d'une ampleur sans précédent, celle des *subprimes* en 2008 et celle de la dette souveraine des États aujourd'hui, les résultats sont là.

Les lois Grenelle I et Grenelle II ont donné son cadre légal à l'entreprise la plus ambitieuse jamais lancée dans notre pays en matière environnementale.

Les lois de finances initiale et rectificative adoptées en décembre 2010 ont, quant à elles, organisé les moyens budgétaires et fiscaux qui en constituaient le complément nécessaire. Ce budget, pour 2012, s'inscrit dans la continuité.

Le chemin n'est certes pas sans aspérité ni embûches. La gestion rigoureuse des finances publiques ne permet ainsi pas de donner aux crédits budgétaires ou aux dispositifs fiscaux toute l'ampleur espérée et le possible ne se confond pas toujours avec le souhaitable.

Les administrations, je tiens à le souligner, fournissent un effort conséquent pour publier l'ensemble des 197 décrets d'application de la loi Grenelle II.

Il ne faudrait pas oublier pour autant que nous devons nous montrer à la hauteur des attentes et des espoirs que nous avons suscités en la matière.

Sachons aussi défendre cet acquis. Il se trouve certainement des intérêts que le Grenelle de l'environnement a pu froisser ou déranger. Je pourrais citer des exemples qui conduisent à remettre en cause partiellement ou totalement les avancées que nous avons votées.

Ainsi, lorsque la question de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises a été évoquée dans le cadre de l'examen de la proposition de loi de notre collègue Jean-Luc Warsmann, j'aurais préféré que le Gouvernement adoptât une posture moins prudente et qu'il pesât alors de tout son poids en faveur du compromis que nous avons trouvé au sein des commissions des lois et du développement durable. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Notre commission du développement durable et de l'aménagement du territoire restera également vigilante sur d'autres sujets qui vous tiennent à cœur, madame la ministre, comme la mise en œuvre du plan Écophyto 2018, le développement de la filière « bio », la réduction du budget d'opérateurs importants comme l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, l'office national de l'eau et des milieux aquatiques et le conservatoire du littoral, ou encore le suivi des recommandations du conseil d'analyse stratégique sur les aides fiscales défavorables à la biodiversité.

M. Philippe Plisson. Très bien !

M. Serge Grouard, président de la commission du développement durable. Nous devons tirer les conséquences de la crise pour rebondir et fonder un nouveau modèle de développement internalisant les fameux éléments externes destructeurs de l'environnement et dont notre comptabilité publique ne tient pas compte.

Mme Claude Darciaux et Mme Catherine Quéré. *Très bien !*

M. Serge Grouard, *président de la commission du développement durable.* Nous devons créer les conditions d'une nouvelle croissance par l'innovation, par les filières industrielles et technologiques vertes, c'est-à-dire par la création d'une véritable politique industrielle verte que j'appelle de mes vœux et qui peut être le vecteur structurel de la sortie de crise d'aujourd'hui.

Mme Catherine Quéré. *Nous sommes d'accord, mais encore faut-il s'en donner les moyens !*

M. Serge Grouard, *président de la commission du développement durable.* Les moyens mobilisés dans le cadre de la mission « Écologie » n'en manifestent pas moins la pérennité de l'engagement en faveur du développement durable de cette majorité. Le développement durable est un choix de société. Je crois profondément que c'est le seul choix qui vaille en ce début de siècle parce que c'est l'enjeu auquel toutes les nations du globe se trouvent aujourd'hui confrontées.

Voilà les raisons pour lesquelles la commission du développement durable a donné, au cours des deux réunions qu'elle a tenues, un avis favorable à l'adoption des crédits de la mission « Écologie, développement et aménagement durables », à la fois en faveur des programmes « Écologie » et des programmes « Transports ». (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)



N° XXXX

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

TREIZIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le xxxx 2012.

RAPPORT D'INFORMATION

DÉPOSÉ

en application de l'article 145 du Règlement

PAR LA COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

***sur le bilan des activités de la commission du développement
durable et de l'aménagement du territoire***

ET PRÉSENTÉ PAR

M. SERGE GROUARD,

Président.

SOMMAIRE

	Pages
I.— ACTIVITÉS LÉGISLATIVES : PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI EXAMINÉS	9
Réunions de la commission	10
Rapports et avis de la commission	10
Amendements examinés par la commission	10
A.— PROJETS DE LOI EXAMINÉS AU FOND	11
B.— PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI EXAMINÉS POUR AVIS	12
C.— PROPOSITIONS DE LOIS EXAMINÉES	13
D.— RÉOLUTIONS EUROPÉENNES.....	16
E.— ÉTUDES D'IMPACT	16
F.— AVIS SUR LES PROJETS DE LOI DE FINANCES INITIALES.....	16
II.— ACTIVITÉS DE CONTROLE : MISSIONS D'INFORMATION, COMITÉS OU GROUPES DE TRAVAIL, APPLICATION DE LA LOI, NOMINATIONS	19
A.— MISSIONS D'INFORMATION	19
1. Missions d'information achevées	19
2. Autres cas.....	21
B.— COMITÉS DE SUIVI ET GROUPES DE TRAVAIL.....	21
1. Comités de suivi	21
2. Groupes de travail	22
<i>a) Groupe de travail sur les politiques de développement durable des États européens (créé le 8 juillet 2009)</i>	22
<i>b) Groupe de travail sur le financement du Grenelle de l'environnement (créé le 15 septembre 2009)</i>	22
C.— COMITÉ D'ÉVALUATION ET DE CONTROLE DES POLITIQUES PUBLIQUES	22
D.— CONTRÔLE DE L'APPLICATION DE LA LOI	23
E.— NOMINATIONS	24
F.— TABLES RONDES.....	25
III.— ACTIVITÉS INTERNATIONALES ET EUROPEENNES	29
<i>a) Réceptions de délégations étrangères</i>	29
<i>b) Missions</i>	29

A N N E X E S	33
ANNEXE N°1 : LISTE DES RÉUNIONS DE LA COMMISSION	35
ANNEXE N°2 : PROPOSITIONS DE LOIS RENVOYÉES DEVANT LA COMMISSION	47
ANNEXE N°3 : LISTE DES PERSONNALITES AUDITIONNÉES PAR LA COMMISSION DEPUIS LE 1ER JUILLET 2009 (HORS MEMBRES DU GOUVERNEMENT ET TABLES-RONDES)	51

MESDAMES, MESSIEURS,

La réforme constitutionnelle de 2008 et ses textes d'application ont profondément fait évoluer les travaux de l'Assemblée nationale pendant la seconde moitié de la XIII^{ème} législature. L'évolution de la procédure législative traduit un rôle accru du Parlement et de ses différents organes.

Ainsi, la réforme du Règlement de l'Assemblée nationale du 27 mai 2009 a tiré les conséquences de l'augmentation du nombre maximal de commissions permanentes autorisé par l'article 43 de la Constitution. Le passage de six à huit a entraîné la création de deux nouvelles commissions et, notamment, la scission de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire en deux entités : d'une part, la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire, d'autre part la commission des affaires économiques.

L'article 36 du Règlement, qui fixe la répartition des compétences des différentes commissions, assigne à la commission du développement durable l'aménagement du territoire, la construction, les transports, l'équipement, les infrastructures, les travaux publics, l'environnement et la chasse.

La pratique a joué un grand rôle dans la fixation définitive du périmètre de travail de la commission du développement durable, compte-tenu notamment des compétences attribuées à la nouvelle commission des affaires économiques et des éventuelles difficultés d'attribution. Comment, en effet, ne pas lier les questions de la construction et du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, de l'énergie et du climat ?

Il faut rendre hommage aux premiers présidents des commissions du développement durable et de l'aménagement du territoire, MM. Christian Jacob et Patrick Ollier, dont l'entente et l'ouverture ont permis d'aplanir les premières difficultés pour parvenir à un travail parlementaire de la meilleure qualité : plutôt que la rivalité, les choix opérés ont privilégié le partenariat. Les thématiques jugées importantes par les deux commissions ont donné lieu à des travaux collectifs, qu'il s'agisse de missions d'information commune – comme sur l'énergie éolienne – ou de réunions conjointes – ainsi sur le nucléaire. L'activité

législative n'a pas dérogé à cette entente : si la commission du développement durable a été seule saisie au fond du projet de loi Grenelle II, la commission des affaires économiques a produit sur les chapitres relatifs à l'énergie et à l'urbanisme des avis très largement suivis.

Alors que MM. Christian Jacob et Patrick Ollier ont été appelés à d'autres fonctions, les nouveaux présidents de commission – M. Serge Poignant et votre Rapporteur – ont poursuivi dans la voie déjà tracée avec, par exemple, des tables rondes conjointes sur le nucléaire et le photovoltaïque.

Il est possible d'affirmer que la scission de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, qui fut longtemps critiquée par nombre de parlementaires, est aujourd'hui un succès accepté par tous. Les saisines conjointes des deux « commissions sœurs », si elles demeurent légitimes pour des thématiques particulières, n'ont pas vocation à se multiplier. Les affaires publiques, rendues plus urgentes par la double crise économique et écologique que connaît la planète, laissent à chaque organe un champ de compétences extrêmement large et fécond. Il est significatif que la commission du développement durable ait consacré trois propositions de loi et un rapport d'information au gaz de schiste au cours du premier semestre 2011, sans que la commission des affaires économiques n'estime pertinent de se saisir pour avis de cette question de droit minier.

*

* *

Les travaux des commissions ont été également marqués par des avancées : l'examen en séance publique du texte adopté par la commission saisie au fond a redonné toute son importance au travail législatif des commissaires et a conduit à une présence effective du Gouvernement lors de l'examen des projets de loi.

La création de neuf missions d'information, de quatre missions de contrôle d'application de la loi, l'audition de plus d'une centaine de personnalités, la tenue de plus de 160 réunions de commission – sans compter les auditions menées par les rapporteurs – témoignent de l'activité intense de la jeune commission du développement durable en matière de contrôle de l'action gouvernementale.

La discussion de dix-sept projets et propositions de loi, qui a donné lieu à l'examen de 2 600 amendements, permet également de s'enorgueillir d'un rôle législatif intense.

La commission du développement durable a ainsi trouvé toute sa place dans l'Assemblée nationale et dans la XIII^e législature. Je suis certain qu'il en sera de même, demain, pour la XIV^e législature.

*

* *

Qu'il me soit permis, enfin, de rendre un hommage appuyé à l'ensemble des membres de la commission, de la majorité comme de l'opposition, pour l'excellent travail accompli collectivement au cours de ces presque trois années et pour la qualité de l'ambiance de nos débats, les différences d'approche et les divergences n'ayant jamais conduit à des séances houleuses ou à des échanges excessifs. L'importance des enjeux n'a pas éclipsé la tolérance de chacun, et l'excellente ambiance qui a prévalu a garanti le respect des arguments de tous pour des travaux toujours dirigés dans le sens de l'intérêt national.

I.— ACTIVITÉS LÉGISLATIVES : PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI EXAMINÉS

La commission du développement durable et de l'aménagement du territoire a commencé ses travaux le 1^{er} juillet 2009. Son action peut être mesurée par toute une série d'indicateurs statistiques : le nombre et la durée des réunions, le nombre d'auditions, le nombre et le volume des rapports – qu'ils soient législatifs, budgétaires ou de contrôle – ou encore le nombre d'amendements examinés et adoptés.

Depuis le 1^{er} juillet 2009, la commission a examiné au fond **six projets de lois** (tous définitivement adoptés) et **onze propositions de loi** (dont cinq définitivement adoptées).

Elle s'est également **saisie pour avis à trois reprises** – 2 projets de loi et 1 proposition de loi.

Deux propositions de résolution lui ont été soumises, l'une en relation avec les procédures européennes et l'autre visant à constituer une commission d'enquête.

Treize missions ont donné lieu à un rapport, dont neuf rapports d'information et quatre rapports de contrôle de l'application des lois.

Enfin, les commissaires ont rédigé **sept avis budgétaire** à l'occasion de chaque projet de loi de finances initiales.

Réunions de la commission

	Nombre de réunions	Durée
2009 (1 ^{er} juillet – 31 décembre)	36	55 h 15
2010 (1 ^{er} janvier – 31 décembre)	62	125 h
2011 (1 ^{er} janvier – 31 décembre)	64	111 h 30
2012 (1 ^{er} janvier – 4 avril)	12	43 h 20

Rapports et avis de la commission

		2009	2010	2011	2012
Rapports législatifs	Nombre	3	4	9	3
	Pages	696	2 028	725	77
Avis législatifs	Nombre	-	2	2	-
	Pages	-	222	84	-
Avis budgétaires	Nombre	7	7	7	-
	Pages	382	434	722	-
Rapports d'information	Nombre	1	2	9	1
	Pages	59	320	846	175
TOTAL	Nombre	11	15	27	4
	Pages	1 137	3 004	2 377	252

Amendements examinés par la commission

Années	Amendements
2009 (1 ^{er} juillet – 31 décembre)	9
2010 (1 ^{er} janvier – 31 décembre)	2 264
2011 (1 ^{er} janvier – 31 décembre)	293
2012 (1 ^{er} janvier – 4 avril)	34
TOTAL	2600

A.— PROJETS DE LOI EXAMINÉS AU FOND

La commission a examiné au fond **6 projets de loi** pour lesquels la procédure législative est toujours parvenue à son terme. S'ils ont concerné l'ensemble des domaines de compétence de la commission (environnement, transports et aménagement du territoire), ils ne revêtent pas la même importance : entre 2009 et 2011, les travaux se sont concentrés sur l'inscription dans la loi de la démarche du **Grenelle de l'environnement**.

- **Projet de loi relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports (n° 1507)**

Rapporteur : M. Yanick Paternotte (UMP)

- examen en commission le 30 juin 2009,
- examen en séance publique les 21 et 22 septembre 2009,
- examen en commission mixte paritaire le 27 octobre 2009,
- adoption en séance publique le 3 novembre 2009,
- promulgation par le Président de la République le 8 décembre 2009.

- **Projet de loi relatif au Grand Paris (n° 1961)**

Rapporteur : M. Yves Albarello (UMP)

Rapporteur pour avis (affaires économiques) : M. Patrick Ollier (UMP)

Rapporteur pour avis (lois) : M. Jacques-Alain Bénisti (UMP)

- examen en commission les 10 et 12 novembre 2009,
- examen en séance publique du 24 novembre au 1^{er} décembre 2009,
- examen en commission mixte paritaire le 20 mai 2010,
- adoption en séance publique le 26 mai 2010,
- promulgation par le Président de la République le 3 juin 2010.

- **Projet de loi portant engagement national pour l'environnement (n° 1965)**

Rapporteurs : MM. Serge Grouard (UMP) et Bertrand Plancher (UMP)

Rapporteur pour avis (lois) : M. Éric Diard (UMP)

Rapporteur pour avis (affaires économiques) : MM. Serge Poignant (UMP) et Michel Piron (UMP)

- examen en commission du 3 février au 7 avril 2010,
- examen en séance publique du 4 au 11 mai 2010,
- examen en commission mixte paritaire le 16 juin 2010,
- adoption en séance publique le 29 juin 2010,
- promulgation par le Président de la République le 12 juillet 2010.

- **Projet de loi relatif au plan d'aménagement et de développement durable de la Corse PADDUC (n° 3854)**

Rapporteur : M. Yanick Paternotte (UMP)

- examen en commission le 16 novembre 2011,
- adoption en séance publique le 24 novembre 2011,
- promulgation par le Président de la République le 5 décembre 2011.

- **Projet de loi relatif à Voies navigables de France (n° 3871)**

Rapporteur : Mme Françoise Branget (UMP)

- examen en commission le 15 novembre 2011,
- adoption en séance publique le 15 décembre 2011,
- promulgation par le Président de la République le 24 janvier 2012.

- **Projet de loi portant réforme des ports d'outre-mer relevant de l'État et diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports (n° 3858)**

Rapporteur : M. Daniel Fidelin (UMP)

- examen en commission le 7 décembre 2011,
- examen en séance publique le 15 décembre 2011,
- examen en commission mixte paritaire le 1^{er} février 2012,
- adoption en séance publique le 7 février 2012,
- promulgation par le Président de la République le 22 février 2012.

B.— PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI EXAMINÉS POUR AVIS

Si la commission n'a examiné pour avis que **trois textes** depuis juillet 2009, c'est en raison des délais souvent trop brefs de la procédure législative qui ne permettaient pas une analyse suffisante. Pourtant, il est apparu nécessaire de se prononcer sous l'angle du développement durable sur les projets de loi relatifs à la réforme des collectivités territoriales – examinée au fond par la commission des lois – et à la modernisation de l'agriculture et de la pêche – texte pris en charge par la commission des affaires économiques.

De même, votre rapporteur a estimé indispensable de formuler un avis sur les articles de la proposition de loi de M. Jean-Luc Warsmann relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives, qui concernaient directement les compétences de la commission du développement durable et visaient à revenir sur quelques dispositions de la loi portant engagement national pour l'environnement. C'est ainsi que, sur certains points, l'avis de notre commission a pu être pris en compte.

• **Projet de loi de réforme des collectivités territoriales (n° 2280)**

Rapporteur pour avis : M. Jérôme Bignon (UMP)

- examen en commission le 28 avril 2010,
- examen en commission des lois le 12 mai 2010,
- examen en séance publique en première lecture du 25 mai au 8 juin 2010,
- examen en séance publique en seconde lecture du 15 au 28 septembre 2010,
- examen en commission mixte paritaire le 3 novembre 2010,
- adoption en séance publique le 17 novembre 2010,
- promulgation par le Président de la République le 16 décembre 2010.

• **Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (n° 2559)**

Rapporteur pour avis : M. Christian Patria (UMP)

- examen en commission le 8 juin 2010,
- examen en commission des affaires économiques du 2 au 17 juin 2010,
- examen en séance publique du 29 juin au 2 juillet 2010,
- examen en commission mixte paritaire le 8 juillet 2010,
- adoption en séance publique le 12 juillet 2010,
- promulgation par le Président de la République le 27 juillet 2010.

• **Proposition de loi de M. Jean-Luc Warsmann relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives (n° 3706)**

Rapporteur pour avis : M. Serge Grouard (UMP)

- examen en commission le 20 septembre 2011,
- examen en commission des lois du 28 septembre au 5 octobre 2011,
- examen en séance publique en première lecture du 11 au 18 octobre 2011,
- examen en séance publique en nouvelle lecture le 31 janvier 2012,
- adoption en séance publique en lecture définitive le 29 février 2012,
- promulgation par le Président de la République le 22 mars 2012.

C.— PROPOSITIONS DE LOIS EXAMINÉES

Bien que de très nombreuses propositions de loi aient été renvoyées à la commission du développement durable, seules **onze** d'entre elles ont été inscrites à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale et ont, par conséquent, fait l'objet d'un examen au fond.

La commission s'est attachée à respecter la pluralité des points de vue. Afin d'assurer la meilleure information des parlementaires, les propositions de loi déposées par l'opposition ont été rapportées par un commissaire de l'opposition – ce qui s'est produit à cinq reprises.

- **Proposition de loi de Mme Martine Billard et plusieurs de ses collègues instaurant une planification écologique (n° 1991).**

Rapporteur : Mme Martine Billard (GDR)

- examen en commission le 25 novembre 2009,
- rejet en séance publique le 3 décembre 2009.

- **Proposition de loi de Mme Odile Saugues et plusieurs de ses collègues visant à sanctionner la commercialisation de titres de transport sur les compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'union européenne (n° 2186).**

Rapporteur : Mme Odile Saugues (SRC)

- examen en commission le 10 novembre 2010,
- examen en séance publique le 18 novembre 2010,
- texte toujours en cours d'examen par le Sénat.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne (n° 2949).**

Rapporteur : M. Martial Saddier (UMP)

- examen en commission le 1^{er} décembre 2010,
- examen en séance publique le 20 décembre 2010,
- examen en commission mixte paritaire le 21 décembre 2010,
- adoption en séance publique le 21 décembre 2010,
- promulgation par le Président de la République le 5 janvier 2011.

- **Proposition de loi de M. Jean-Marc Ayrault et plusieurs de ses collègues pour l'instauration d'un bouclier rural au service des territoires d'avenir (n° 3158).**

Rapporteur : M. Germinal Peiro (SRC)

- examen en commission le 15 mars 2011,
- rejet en séance publique le 24 mars 2011.

- **Proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Île-de-France (n° 3298 rectifié).**

Rapporteur : M. Yves Albarello (UMP)

- examen en commission le 18 mai 2011,
- adoption en séance publique les 30 et 31 mai 2011,
- promulgation par le Président de la République le 15 juin 2011.

- **Proposition de loi de M. Christian Jacob et plusieurs de ses collègues visant à abroger les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures non conventionnels et à interdire leur exploration et leur exploitation sur le territoire national (n° 3301).**

Rapporteurs : MM. Michel Havard (UMP) et Jean-Paul Chanteguet (SRC)

- examen en commission le 4 mai 2011,
- examen en séance publique les 10 et 11 mai 2011,
- examen en commission mixte paritaire le 15 juin 2011,
- adoption en séance publique le 21 juin 2011,
- promulgation par le Président de la République le 13 juillet 2011.

- **Proposition de loi de M. Jérôme Bignon et plusieurs de ses collègues portant diverses dispositions d'ordre cynégétique (n° 3176).**

Rapporteur : M. Jérôme Bignon (UMP)

- examen en commission le 13 avril 2011,
- examen en séance publique en première lecture du 11 au 17 mai 2011,
- adoption en séance publique en seconde lecture le 23 février 2012,
- promulgation par le Président de la République le 7 mars 2012.

- **Proposition de loi de M. Jean-Marc Ayrault et plusieurs de ses collègues visant à abroger les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures non conventionnels et à interdire leur exploration et leur exploitation sur le territoire national (n° 3690).**

Rapporteur : M. Jean-Paul Chanteguet (SRC)

- examen en commission le 28 septembre 2011,
- rejet en séance publique le 6 octobre 2011.

- **Proposition de loi de Mme Odile Saugues et plusieurs de ses collègues sur la sécurité du transport aérien civil (n° 2673).**

Rapporteur : Mme Odile Saugues (SRC)

- examen en commission le 9 novembre 2011,
- rejet en séance publique du 17 au 22 novembre 2011.

- **Proposition de loi relative à l'organisation du service et à l'information des passagers dans les entreprises de transport aérien de passagers (n° 3991)**

Rapporteur : M. Éric Diard (UMP)

- examen en commission le 11 janvier 2012,
- examen en séance publique en première lecture le 24 janvier 2012,

- examen en séance publique en nouvelle lecture le 22 février 2012,
- adoption en séance publique en lecture définitive le 29 février 2012,
- promulgation par le Président de la République le 19 mars 2012.

D.— RÉSOLUTIONS EUROPÉENNES

La commission a examiné une seule proposition de résolution européenne : celle de **M. Gérard Voisin sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant un espace ferroviaire unique européen** (n° 3205), déposée le 9 mars 2011.

Rapporteur : M. Yanick Paternotte (UMP)

- examen en commission le 6 avril 2011,
- adoption considérée comme définitive en application de l'article 151-7 du Règlement par l'Assemblée nationale le 23 avril 2011 (TA n° 650).

E.— ÉTUDES D'IMPACT

MM. Jérôme Bignon (UMP) et Philippe Tourtelier (SRC), vice-présidents de la commission, ont été désignés jusqu'à la fin de la législature pour apprécier le contenu des études d'impact annexées aux projets de loi par rapport aux prescriptions de la loi organique du 15 avril 2009.

La majorité des projets de loi soumis à la commission ayant d'abord été adoptée par le Sénat, une seule étude d'impact lui a été soumise : celle jointe au projet de loi portant réforme des ports d'outre-mer relevant de l'État et diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports (n°3858). À partir de cet unique exemple, et compte tenu des difficultés de calendrier auquel il a donné lieu, aucun bilan de la procédure ne peut donc être valablement effectué.

F.— AVIS SUR LES PROJETS DE LOI DE FINANCES INITIALES

La commission a publié **sept avis budgétaires** pour chacun des projets de loi de finances initiales pour 2010, 2011 et 2012. L'examen a eu lieu soit en réunion de commission, soit en commission élargie avec la commission des finances et éventuellement d'autres commissions saisies pour avis.

Si les contraintes d'examen du projet de loi de finances ont conduit à recourir aux commissions élargies, le sentiment des membres de la commission est plutôt mitigé à l'égard de cette procédure.

Mission	Avis	Rapporteur
Écologie, développement et aménagement durables	Protection de l'environnement et prévention des risques	M. Christophe Priou (UMP)
	Politiques de développement durable	M. Philippe Plisson (SRC)
Transports	Transports terrestres	M. Martial Saddier (UMP)
	Transports aériens	M. Jean-Claude Fruteau (SRC)
	Affaires maritimes	M. Jean-Yves Besselat (UMP)
Politique des territoires		M. Jacques Le Nay (UMP)
Recherche et enseignement supérieur	Recherche dans les domaines du développement durable	M. André Chassaigne (GDR)

II.— ACTIVITÉS DE CONTROLE : MISSIONS D'INFORMATION, COMITÉS OU GROUPES DE TRAVAIL, APPLICATION DE LA LOI, NOMINATIONS

A.— MISSIONS D'INFORMATION

Depuis le 1^{er} juillet 2009, **neuf missions d'information** ont été créées et sont allées à leur terme, dont une – sur l'énergie éolienne – en commun avec la commission des affaires économiques. Deux autres, devenues sans objet, ont connu une annulation.

Le principe retenu par le bureau de la commission consiste à respecter la pluralité des courants politiques. Il a donc toujours été nommé un binôme de rapporteurs – un de la majorité et un de l'opposition – ou, lorsque la mission se compose de plusieurs députés, un président et un rapporteur de sensibilités différentes.

1. Missions d'information achevées

- **Mission d'information sur les priorités à financer par le grand emprunt (rapport n° 2069).**
 - *Président : M. Christian Jacob (UMP),*
 - *Rapporteurs : MM. Philippe Duron (SRC) et Alain Gest (UMP).*
 - Création : 15 septembre 2009,
 - Remise des conclusions : 10 novembre 2009.

- **Mission d'information sur l'énergie éolienne (commune avec la commission des affaires économiques) (rapport n° 2398).**
 - *Président : M. Patrick Ollier (UMP),*
 - *Vice-présidents : MM. Daniel Fidelin (UMP) et Serge Poignant (UMP),*
 - *Rapporteurs : MM. Franck Reynier (UMP) et Philippe Plisson (SRC démissionnaire),*
 - *Membres : MM. Alain Gest (UMP), Michel Havard (UMP), Francis Saint-Léger (UMP), Mmes Catherine Coutelle (SRC), Frédérique Massat (SRC), MM. Philippe Plisson (SRC), Philippe Tourtelier (SRC), André Chassaigne (GDR), Daniel Paul (GDR), Jean Dionis du Séjour (NC) et Raymond Durand (NC).*
 - Création : 15 juillet 2009,
 - Remise des conclusions : 30 mars 2010.
 -

- **Mission d'information sur les marchés de quotas d'émission de gaz à effet de serre (rapport n° 2638).**
 - *Président : M. Philippe Martin (SRC),*
 - *Rapporteur : M. François-Michel Gonnot (UMP),*
 - *Membres : M. Michel Havard (UMP), M. Jean-Marie Sermier (UMP), Mme Claude Darciaux (SRC), M. Stéphane Demilly (NC), M. André Chassaingne (GDR).*
 - *Création : 9 février 2010,*
 - *Remise des conclusions : 15 juin 2010.*

- **Mission d'information sur les modes de financements et de gouvernance des associations de protection de la nature et de l'environnement (rapport n° 3142).**
 - *Rapporteurs : M. Jean-Marie Sermier (UMP) et Mme Geneviève Gaillard (SRC).*
 - *Création : 5 octobre 2010,*
 - *Remise des conclusions : 2 février 2011.*

- **Mission d'information relative aux enjeux et aux outils d'une politique intégrée de préservation et de reconquête de la biodiversité (rapport n° 3313).**
 - *Président : M. Serge Grouard (UMP),*
 - *Rapporteur : Mme Geneviève Gaillard (SRC),*
 - *Membres : Mme Chantal Berthelot (app. SRC), MM. Pierre Lang (UMP), Martial Saddier (UMP) et Stéphane Demilly (NC).*
 - *Création : 21 octobre 2010,*
 - *Remise des conclusions : 6 avril 2011.*

- **Mission d'information sur la lutte contre les nuisances sonores (rapport n° 3592).**
 - *Rapporteurs : MM. Philippe Meunier (UMP) et Christophe Bouillon (SRC).*
 - *Création : 13 octobre 2009,*
 - *Remise des conclusions : 28 juin 2011.*

- **Mission d'information sur les huiles et le gaz de schiste (rapport n° 3517).**
 - *Rapporteurs : MM. François-Michel Gonnot (UMP) et Philippe Martin (SRC).*
 - *Création : 1^{er} mars 2011,*
 - *Remise des conclusions : 8 juin 2011.*

- **Mission d'information sur la gestion durable des matières premières (rapport n° 3880).**

- *Rapporteurs : MM. Michel Havard (UMP) et Christophe Bouillon (SRC).*

- Création : 9 février 2011,

- Remise des conclusions : 26 octobre 2011.

- **Mission d'information sur la sûreté des transports aériens (rapport n° 4068).**

- *Rapporteurs : MM. Didier Gonzales (UMP) et Daniel Goldberg (SRC).*

- Création : 9 février 2011,

- Remise des conclusions : 13 décembre 2011.

2. Autres cas

- **Mission d'information sur l'application de la loi montagne** (à la demande de M. Martial Saddier) : annulée compte tenu de la mission « *bilan de la loi Montagne* » confiée par le Premier ministre à cinq inspections générales.
- **Mission d'information sur la mobilisation des services publics et les aides aux collectivités locales dans la gestion des catastrophes naturelles** : annulée compte tenu de la mission d'information sur les raisons des dégâts provoqués par la tempête Xynthia, créée par la conférence des présidents de l'Assemblée nationale.

B.— COMITÉS DE SUIVI ET GROUPES DE TRAVAIL

1. Comités de suivi

Une seule création a été décidée lors de la réunion du bureau du 8 juillet 2009. Le comité de suivi sur les **questions ferroviaires** – précédemment institué par la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire – s'est reconstitué le 21 octobre 2009. M. Yanick Paternotte en est demeuré le rapporteur.

2. Groupes de travail

a) Groupe de travail sur les politiques de développement durable des États européens (créé le 8 juillet 2009)

Président : M. Philippe Tourtelier (SRC)

Rapporteur : M. Stéphane Demilly (NC)

23 septembre 2009	Constitution du groupe de travail Échanges de vues sur les futurs travaux du groupe
14 octobre 2009	Réception d'une délégation du parlement italien sur le thème de la politique des déchets

b) Groupe de travail sur le financement du Grenelle de l'environnement (créé le 15 septembre 2009)

16 septembre 2009	Constitution du groupe de travail
21 octobre 2009	Audition de M. Jean-François Carenco, directeur de cabinet de M. Jean-Louis Borloo, ministre d'Etat, ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer, de Mme Michèle Pappalardo, commissaire générale au Développement durable et de M. Benoît Mélonio, conseiller budgétaire

C.— COMITÉ D'ÉVALUATION ET DE CONTROLE DES POLITIQUES PUBLIQUES

La commission du développement durable a désigné M. Jérôme Bignon (UMP) comme suppléant permanent du Président de la commission aux réunions du comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques (CEC).

Parmi les travaux entrepris par le comité, trois ont particulièrement impliqué la commission du développement durable et ses membres :

- **MM. Alain Gest (UMP) et Philippe Tourtelier (SRC)** ont été désignés pour représenter la commission et participer à la mission sur **l'évaluation du principe de précaution** (rapport n° 2719, présenté le 8 juillet 2010).
- **MM. Jacques Le Nay (UMP) et Christophe Caresche (SRC)** ont été désignés pour représenter la commission et participer à la mission sur la **révision générale des politiques publiques** (rapport n° 4019, présenté le 1^{er} décembre 2011).
- **MM. Jérôme Bignon (UMP) et Bernard Lesterlin (SRC)** ont été désignés pour représenter la commission et participer à la mission sur la **politique d'aménagement du territoire en territoire rural** (rapport n° 4301, présenté le 2 février 2012).

D.— CONTRÔLE DE L'APPLICATION DE LA LOI

Conformément à l'article 145-7 du Règlement de l'Assemblée nationale, « à l'issue d'un délai de six mois suivant l'entrée en vigueur d'une loi dont la mise en œuvre nécessite la publication de textes de nature réglementaire, deux députés, dont l'un appartient à un groupe d'opposition et parmi lesquels figure de droit le député qui en a été le rapporteur, présentent à la commission compétente un rapport sur la mise en application de cette loi. »

Entre le 1^{er} juillet 2009 et le 4 avril 2012, trois contrôles de l'application de la loi ont été menés sur des textes précédemment discutés par la commission du développement durable. Un quatrième a concerné la loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement examiné en son temps par la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire. Pour chaque texte, un binôme de rapporteurs a été désigné dont l'un était le rapporteur du projet de loi et l'autre un membre de l'opposition ⁽¹⁾.

Le contrôle de l'application de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 (Grenelle II) a conduit à associer de nouveau la commission des affaires économiques : quatre députés dont deux de la majorité et deux de l'opposition ont suivi plus particulièrement les domaines liés à l'urbanisme, à l'énergie et à l'agriculture.

- **Mission de contrôle de l'application de la loi n° 2009-1503 du 8 décembre 2009 relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports (rapport n° 3237).**

- *Rapporteurs : MM. Yanick Paternotte (UMP) et Maxime Bono (SRC).*

- Création : 15 septembre 2010,

- Remise des conclusions : 9 mars 2011.

- **Mission de contrôle de l'application de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (rapport n° 3295).**

- *Rapporteurs : MM. Philippe Tourtelier (SRC) et Stéphane Demilly (NC).*

- Création : 15 septembre 2010,

- Remise des conclusions : 30 mars 2011.

(1) À l'exception du contrôle de l'application de la loi du 3 août 2009 (Grenelle I) : le rapporteur du texte, M. Christian Jacob, était alors président de la commission du développement durable. Il avait préféré confié l'examen de la loi à un membre du groupe Nouveau Centre.

- **Mission de contrôle de l'application de la loi n° 2010-597 relative au Grand Paris (rapport n° 4003).**

- *Rapporteurs : M. Yves Albarello (UMP) et Mme Annick Lepetit (SRC).*

- Création : 15 septembre 2010

- Remise des conclusions : 23 novembre 2011.

- **Mission de contrôle de l'application de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (rapport n° 4340).**

- *Rapporteurs : MM. Bertrand Pancher (UMP) et Philippe Tourtelier (SRC).*

- Création : 26 janvier 2011,

- Point d'étape : 29 juin 2011,

- Remise des conclusions : 1er février 2012.

E.— NOMINATIONS

Selon les textes d'application de l'alinéa 5 de l'article 13 de la Constitution, la commission du développement durable a reçu **compétence pour examiner quatorze nominations sur les cinquante-et-un emplois et fonctions** recensés par les lois organiques n° 2010-837 et n° 2010-838 du 23 juillet 2010.

Par ailleurs, en application de la loi relative au Grand Paris, elle émet un **avis sur les candidats aux présidences du directoire de la société du Grand Paris et de l'établissement public Paris-Saclay.**

La commission a ainsi procédé à **l'audition de onze personnalités** en vue d'une nomination par le Président de la République – huit au titre de l'article 13 de la Constitution et trois conformément à la loi relative au Grand Paris.

La procédure commune avec le Sénat a bien fonctionné. Chaque audition a été publique et ouverte à la presse, suivie par un scrutin avec appel nominal et à bulletins secrets. Les dépouillements ont été coordonnés avec les commissions homologues du Sénat, les secrétariats des deux commissions gardant secrets les résultats. Enfin, il est revenu au président de la commission de communiquer les résultats des votes au Président de l'Assemblée nationale.

Avant la mise en œuvre de la réforme, la commission a entendu :

– **M. Pierre Graff**, candidat à la présidence d'Aéroports de Paris, le 15 juillet 2009.

– **M. Pierre Cardo**, candidat à la présidence de l'autorité de régulation des transports ferroviaires (ARAF), le 7 juillet 2010.

– **M. Marc Véron**, candidat à la présidence du directoire de la Société du Grand Paris, le 15 septembre 2010.

– **M. Pierre Veltz**, candidat à la présidence et à la direction générale de l'établissement public de Paris-Saclay, le 6 octobre 2010.

Depuis la mise en œuvre de la réforme, une réunion a permis une audition suivie d'un vote sur l'opportunité de la nomination de :

– **M. Jean-François Dhainaut**, président de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES), pour le poste de président du Haut Conseil des biotechnologies, le 3 mai 2011.

– **M. Dominique Perben**, pour le poste de président de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF), le 11 mai 2011.

– **M. Etienne Guyot**, pour le poste de président du directoire de la Société du Grand Paris, le 6 septembre 2011.

– **M. François Loos**, pour le poste de président de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), le 14 décembre 2011.

– **M. Alain Gest**, président du conseil d'administration de Voies navigables de France, en vue de sa reconduction, le 1^{er} février 2012.

– **M. François Jacq**, président-directeur général de Météo-France, en vue de sa reconduction, le 29 février 2012.

– **M. Victor Haïm**, pour le poste de président de l'Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires (ACNUSA), le 4 avril 2012.

F.— TABLES RONDES

Outre les auditions traditionnelles, la commission du développement durable a organisé **douze tables rondes** réunissant plusieurs intervenants dans les domaines de sa compétence. Particulièrement apprécié par les parlementaires, cet exercice permet d'informer pleinement la commission d'enjeux majeurs tout en organisant une confrontation des points de vue.

À quatre reprises, ces rencontres ont amené la tenue de réunions conjointes avec différentes commissions ou délégations parlementaires.

– Le **21 octobre 2009**, la commission a organisé une table-ronde au sujet des **événements nucléaires sur le site de Cadarache**, en présence de Mme Marie Comets et M. Marc Sanson, commissaires de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), et de Mme Marie-Claude Dupuis, directrice générale de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA).

– Le **18 novembre 2009**, la commission a organisé une table-ronde au sujet de la **sécurité sanitaire**, en présence de M. Marc Mortureux, directeur général de l'AFSSA (Agence française de sécurité sanitaire des aliments) ; et M. Martin Guespereau, directeur général de l'AFSSET (Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement).

– Le **9 février 2010**, la commission a organisé une table-ronde au sujet de **l'éco-construction**, en présence de Mme Anne-Sophie Perrissin-Fabert, directrice de l'association Haute Qualité environnementale (HQE) ; MM. Patrick Ponthier, délégué général, et Pierre Troadec, président de la commission Environnement, de l'Association des industries des produits de construction (AIMCC) ; MM. Bertrand Delcambre, président, et Jean-Christophe Visier, directeur Énergie Santé Environnement, du Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB) ; MM. Hugues de Penfentenyo, président, et Christian Blanc, vice-président, du Centre d'information sur le ciment et ses applications (Cimbéton) ; M. Dominique Millereux, secrétaire général de la Fédération de l'industrie bois-construction (FIBC) ; M. Pierre Jonnard, président de la Fédération des tuiles et briques (FFTB) ; M. Hervé de Maistre, président du syndicat des fabricants d'isolants en laines minérales manufacturées (FILMM) ; M. Georges Henri-Florentin, directeur général de l'Institut technologique Forêt cellulose bois-construction ameublement (FCBA).

– Le **13 octobre 2010**, la commission a organisé, **conjointement avec la commission des affaires étrangères**, une table-ronde au sujet du **commerce équitable**, en présence de M. Francisco Van der Hoff, fondateur du commerce équitable ; M. Joaquin Muñoz, directeur général de Max Havelaar France ; M. Jean-Pierre Blanc, directeur général des cafés Malongo ; M. Xavier Beulin, vice-président de la FNSEA ; MM. Dov Zerah, directeur général, et Jean-Yves Grosclaude, directeur technique des opérations de l'Agence française de développement (AFD) ; M. Pascal Liu, économiste à la division du commerce international et des Marchés de la FAO ; M. Philippe Lacoste, directeur adjoint des Biens publics mondiaux au ministère des affaires étrangères et européennes.

– Le **16 novembre 2010**, la commission a organisé, **conjointement avec la commission des affaires économiques**, une table-ronde au sujet de **la filière photovoltaïque**, en présence de M. Philippe de Ladoucette, président de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) ; M. Pâris Mouratoglou, président du conseil d'administration d'EDF Énergies nouvelles ; M. André Joffre, président de Qualit'ENR et vice-président d'Enerplan ; M. Hadrien Clément, président de l'association des producteurs d'électricité solaire indépendants (APESI).

– Le **22 décembre 2010**, la commission a organisé, **conjointement avec la commission des affaires économiques**, une table-ronde au sujet de **l'industrie photovoltaïque française**, en présence de M. Gilles Perrot, directeur photovoltaïque de Total ; M. Fabrice Didier, directeur général de Saint-Gobain Solar ; M. Vincent Bes, directeur administratif et financier de Photowatt ; M. Yann Maus, président de Fonroche.

– Le **9 mars 2011**, la commission a organisé une table-ronde au sujet du **développement économique maritime**, en présence de Mme Anne-Sophie Avé, déléguée générale d'Armateurs de France ; M. Joël Jouault, représentant l'union fédérale maritime CFDT pour la marine marchande ; M. Michel Le Cavorzin représentant la fédération nationale des syndicats maritimes CGT ; M. Laurent Castaing, président du Directoire et directeur général du Grand Port Maritime du Havre ; M. Jean-Pierre Quéneudec, président de l'académie de Marine ; M. Francis Vallat, Président de Cluster maritime français.

– Le **16 mars 2011**, la commission a organisé une table-ronde au sujet de la **biodiversité marine**, en présence de M. Jean-François Tallec, secrétaire général de la mer ; M. Jérôme Bignon, président, et M. Olivier Laroussinie, directeur de l'Agence des aires marines protégées ; M. Hubert Carré, directeur du comité national des pêches maritimes et des élevages marins ; M. Jean-Yves Perrot, président-directeur général, et MM. Philippe Gouletquer et Philippe Gros, responsables scientifiques de l'Ifremer.

– Le **16 mars 2011**, la commission a organisé, **conjointement avec la commission des affaires économiques, l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques et la commission de l'économie du Sénat**, une table-ronde au sujet de la **crise nucléaire au Japon**, en présence de Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement ; M. Éric Besson, ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique ; M. André-Claude Lacoste, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) ; Mme Agnès Buzyn, présidente du conseil d'administration, et M. Jacques Repussard, directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) ; M. Bernard Bigot, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives ; M. Luis Echávarri, directeur général de l'agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire ; Mme Anne Lauvergeon, présidente du directoire, et M. Philippe Knoche, responsable de l'activité Réacteurs et Services d'Areva ; M. Henri Proglio, président-directeur général d'EDF ; et M. Henri Revol, président du Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire.

– Le **5 avril 2011**, la commission a organisé une table-ronde au sujet des **éco-organismes**, en présence de Mmes Géraldine Poivert, directrice générale, et Laëtitia Mayer, secrétaire générale d'Ecofolio ; M. René-Louis Perrier, président, et M. Michel Hardy, directeur des relations opérateurs d'ÉcoLogic ; M. Christian Brabant, directeur général d'Éco-systèmes ; M. Hervé Grimaud, directeur général de Récyllum ; M. Éric Brac de La Perrière, directeur général, et M. Jean-Michel Brissaud, directeur des relations institutionnelles d'Eco-Emballages.

– Le **12 octobre 2011**, la commission a organisé une table-ronde au sujet de la **valorisation des biodéchets**, en présence de M. Antoine Jacob, président du Club Biogaz ; M. Yves Coppin, chargé de mission au sein du groupe Veolia environnement et coprésident du collège « Valorisation biologique » de la

fédération nationale des activités de dépollution de l'environnement (FNADE) ; M. Nicolas Garnier, délégué général de l'Association nationale des collectivités, des associations et des entreprises pour la gestion des déchets, de l'énergie et des réseaux de chaleur (AMORCE) ; M. Marc Cheverry, chef du service « Prévention et gestion des déchets » de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) ; MM. Loïc Bérout, chef du département « Déchets », et Olivier David, chef du Bureau « Planification des déchets » au ministère de l'Écologie, du développement durable, des transports et du logement.

– Le **29 novembre 2011**, la commission a organisé une table-ronde au sujet de **l'accès à l'eau**, en présence de M. André Flajolet, président du Comité national de l'eau ; M. Philippe Guettier, conseiller dans le cadre de la mission du VI^e Forum mondial de l'eau ; M. Alexis Delaunay, directeur du contrôle des usages et de l'action territoriale de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) ; M. Jean-Philippe Torterotot, secrétaire de l'association scientifique et technique pour l'eau et l'environnement (ASTEE) ; M. Igor Semo, directeur des relations institutionnelles de Lyonnaise des Eaux, vice-président de la fédération professionnelle (FP2E) et du Partenariat Français pour l'Eau (PFE), membre du conseil d'administration de l'ONEMA.

III.— ACTIVITÉS INTERNATIONALES ET EUROPEENNES

La commission du développement durable a organisé **vingt-et-une missions à l'étranger** :

- soit dans le cadre de l'activité des rapporteurs d'information,
- soit pour participer aux réunions parlementaires organisées dans le cadre de l'Union européenne,
- soit pour assister aux conférences internationales sur le changement climatique.

Tout au long de la législature, **la commission a veillé à s'associer à l'effort national de maîtrise des dépenses publiques** : les crédits mis à sa disposition (100 000 euros par an) n'ont jamais été entièrement consommés. Cet effort a nécessité des arbitrages entre les demandes formulées par les membres de la commission.

a) Réceptions de délégations étrangères

14 octobre 2009	Réception par le groupe de travail sur les politiques de développement durable des États européens d'une délégation du parlement italien sur le thème de la politique des déchets
27 janvier 2010	Réception par la commission d'une délégation de la commission des transports et des communications du parlement de Norvège (Storting)
7 septembre 2010	Réception d'une délégation de l'Assemblée nationale du Vietnam
14 septembre 2010	Déjeuner de travail avec une délégation de la commission de l'environnement de la Chambre des députés italiens

b) Missions

17-19 juillet 2009	Participation de MM. Bertrand Pancher et Philippe Tourtelier au forum <i>Globe International</i> à Nairobi
3-10 septembre 2009	Participation du Président Christian Jacob au forum économique et financier franco-vietnamien sur la lutte contre le changement climatique
27-28 septembre 2009	Mission du Président Christian Jacob pour une réunion des présidents des commissions de l'environnement des parlements des pays membres de l'Union européenne, organisé par le parlement suédois à Stockholm

21-22 octobre 2009	Mission de MM Christian Jacob, Michel Havard et Philippe Tourtelier pour la visite du quartier d'Hammarby à Stockholm
15-19 décembre 2009	Participation de MM Christian Jacob, Jean-Paul Chanteguet, André Chassaing, Stéphane Demilly, Michel Havard, Serge Grouard, Bertrand Pancher et Philippe Tourtelier à la conférence de Copenhague sur le changement climatique
18-20 février 2010	Mission du Président Christian Jacob à Kiev pour rencontrer les ministres ukrainiens de l'environnement et de la réforme agraire
15-20 avril 2010	Mission de MM. Christian Jacob, Serge Grouard, Bertrand Pancher et Mmes Catherine Quéré et Claude Darciaux au Mexique sur le commerce équitable
19 mai 2010	Mission d'une délégation de la commission au Parlement européen à Strasbourg
7-8 juin 2010	Mission de M. Philippe Tourtelier à Bruxelles pour la réunion interparlementaire organisée par le Parlement européen « Vers une communauté de l'énergie pour le XXI ^{ème} siècle »
12 juillet 2010	Mission de M. Jacques Le Nay à Bruxelles pour une réunion interparlementaire organisée par la commission du développement régional du Parlement européen
3-4 octobre 2010	Participation du Président Christian Jacob à la réunion des présidents de commission de l'environnement sous présidence belge de l'Union européenne à Bruxelles
3-10 décembre 2010	Participation de MM. Serge Grouard et Philippe Tourtelier au forum <i>Globe International</i> à Mexico puis à la conférence mondiale de Cancun sur le changement climatique
3-5 mars 2011	Participation de Mme Fabienne Labrette-Ménager, vice-présidente, à la réunion à Budapest des présidents de commission de l'environnement sous présidence hongroise de l'Union européenne
6-7 avril 2011	Visite d'un quartier durable à Amsterdam (M. Bertrand Pancher) dans le cadre de l'application de la loi Grenelle II
15-20 mai 2011	Déplacement de la mission d'information sur les gaz et huile de schiste aux États-unis d'Amérique et au Canada (MM. François-Michel Gonnot et Philippe Martin)
7-8 juin 2011	Déplacement de Mme Catherine Quéré et M. Bertrand Pancher à Amsterdam pour la visite d'un quartier durable

22 juin 2011	Déplacement de la mission d'information sur la gestion durable des matières premières à Bruxelles et Anvers (MM. Michel Havard et Christophe Bouillon)
19-26 août 2011	Déplacement de la mission d'information sur la gestion durable des matières premières au Brésil (MM. Michel Havard et Christophe Bouillon)
1 ^{er} -10 décembre 2011	Participation de MM. Bertrand Pancher et Philippe Tourtelier au forum <i>Globe International</i> au Cap puis à la conférence des Nations Unies sur le changement climatique de Durban (Afrique du Sud)
5-6 décembre 2011	Participation de M. Jacques Le Nay à la réunion interparlementaire sur la politique de cohésion, organisée sous la présidence polonaise de l'Union européenne au Parlement européen, à Bruxelles
25-27 mars 2012	Participation de M. Philippe Tourtelier à la réunion interparlementaire sur le changement climatique, organisée sous la présidence danoise de l'Union européenne, à Copenhague

A N N E X E S

**ANNEXE N°1 :
LISTE DES RÉUNIONS DE LA COMMISSION**

Session extraordinaire juillet 2009	
Mercredi 15 juillet 2009 17 heures 30	– Audition de M. Pierre GRAFF, Président directeur général d’Aéroports de Paris.
Session extraordinaire septembre 2009	
Mercredi 16 septembre 2009 16 heures 15	– Audition de M. Dominique Bussereau, secrétaire d’État chargé des transports, sur le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l’organisation et à la régulation des transports ferroviaires (n° 1788) (<i>M. Yanick Paternotte, rapporteur</i>).
Mercredi 16 septembre 2009 16 heures 15	– Présentation par M. Dominique Bussereau, secrétaire d’État chargé des transports, d’un amendement au projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l’organisation et à la régulation des transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports (n°1788) (<i>M. Yanick Paternotte, rapporteur</i>).
Mercredi 23 septembre 2009 9 heures 45	– Réunion commune avec la commission des affaires économiques. Audition, ouverte à la presse, de M. Michel Rocard, ancien Premier ministre, sur la contribution climat-énergie.
Session ordinaire 2009-210	
Mardi 6 octobre 2009 16 heures 15	– Audition, ouvert à la presse, de M. Jean-Louis Borloo, ministre d’État, ministre de l’écologie, de l’énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat.
Mercredi 7 octobre 2009 10 heures 30	– Audition de M. Guillaume Pepy, Président de la SNCF.
Mardi 13 octobre 2009 17 heures	– Audition de M. Patrick Gandil, directeur général de l’Aviation civile, sur le contrôle aérien.
Mercredi 14 octobre 2009 10 heures	– Audition de M. Brice Lalonde, ambassadeur chargé des négociations sur le changement climatique, sur la préparation de la conférence de Copenhague.
Mardi 20 octobre 2009 17 heures	– Audition, ouverte à la presse, de M. Michel Mercier, ministre de l’Espace rural et de l’aménagement du territoire ; – Examen pour avis des crédits pour 2009 (commission élargie) : Mission politique des territoires (<i>M. Jacques Le Nay, rapporteur pour avis</i>).
Mercredi 21 octobre 2009 9 heures	– Audition de Mme Marie Comets et M. Marc Sanson, commissaires de l’Autorité de sûreté nucléaire (ASN), ainsi que de Mme Marie-Claude Dupuis, directrice générale de l’Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA), sur les événements nucléaires de Cadarache.
Mercredi 21 octobre 2009 10 heures	– Audition de M. Hubert du Mesnil, Président de Réseau Ferré de France, sur le plan fret ferroviaire et le projet de loi sur le Grand Paris (n° 1961).
Mercredi 28 octobre 2009 10 heures 30	– Audition de M. Christian Blanc, secrétaire d’État chargé du Développement de la région capitale, sur le projet de loi sur le Grand Paris.
Mercredi 28 octobre 2009 16 heures 15	– Examen pour avis des crédits pour 2010 (commission élargie) : Mission « Écologie, développement et aménagement durables » – Protection de l’environnement et prévention des risques (<i>M. Christophe Priou, rapporteur pour avis</i>) – Politiques de développement durable (<i>M. Philippe Plisson, rapporteur pour avis</i>) – Transports terrestres (<i>M. Martial Saddier, rapporteur pour avis</i>) – Transports aériens (<i>M. Jean-Claude Fruteau, rapporteur pour avis</i>) – Affaires maritimes (<i>M. Jean-Yves Besselat, rapporteur pour avis</i>)

Mercredi 28 octobre 2009 21 heures 30	<ul style="list-style-type: none"> – Examen pour avis des crédits pour 2010 (commission élargie) - Mission « Écologie, développement et aménagement durables » : – Protection de l’environnement et prévention des risques (M. Christophe Priou, rapporteur pour avis) – Politiques de développement durable (M. Philippe Plisson, rapporteur pour avis) – Transports terrestres (M. Martial Saddier, rapporteur pour avis) – Transports aériens (M. Jean-Claude Fruteau, rapporteur pour avis) – Affaires maritimes (M. Jean-Yves Besselat, rapporteur pour avis)
Mercredi 4 novembre 2009 9 heures	<ul style="list-style-type: none"> – Audition de M. Pierre Mongin, PDG de la RATP, sur le projet de loi relatif au Grand Paris (n° 1961) – Informations relatives à la commission.
Mercredi 4 novembre 2009 10 heures 15	– Audition, ouverte à la presse, de M. Jean-Paul Huchon, Président du conseil régional d’Île-de-France, Président du STIF, sur le projet de loi relatif au Grand Paris (n° 1961).
Mercredi 4 novembre 2009 16 heures 15	– Audition, ouverte à la presse, de M. Jean-Louis Borloo, ministre d’État, ministre de l’écologie, de l’énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, de M. Dominique Bussereau, secrétaire d’État chargé des Transports, et de Mme Chantal Jouanno, secrétaire d’État chargée de l’Écologie, sur le projet de loi Grenelle 2 (n° 1965).
Lundi 9 novembre 2009 15 heures	– Examen pour avis des crédits pour 2010 (commission élargie) : Mission « Recherche et enseignement supérieur » (M. André Chassaingne, rapporteur pour avis).
Mardi 10 novembre 2009 9 heures 30	– Mission d’information sur les priorités du grand emprunt. Présentation des premières conclusions (MM. Alain Gest et Philippe Duront, rapporteurs).
Mardi 10 novembre 2009 10 heures	– Examen du projet de loi relatif au Grand Paris (n° 1961) (M. Yves Albarello, rapporteur).
Mardi 10 novembre 2009 16 heures 15	– Suite de l’examen du projet de loi relatif au Grand Paris (n° 1961) (M. Yves Albarello, rapporteur).
Jeudi 12 novembre 2009 9 heures 30	– Suite de l’examen du projet de loi relatif au Grand Paris (n° 1961) (M. Yves Albarello, rapporteur).
Mardi 17 novembre 2009 17 heures 15	– Audition, ouverte à la presse, commune avec la commission des Affaires économiques, de Mme Agnès Buzyn, présidente de l’IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) et de M. Jacques Repussard, directeur général de l’IRSN.
Mercredi 18 novembre 2009 10 heures	– Audition de M. Marc Mortureux, directeur général de l’AFSSA (Agence française de sécurité sanitaire des aliments) et de M. Martin Guespereau, directeur général de l’AFSSET (Agence française de sécurité sanitaire de l’environnement).
Mardi 24 novembre 2009 17 heures 45	– Examen, en application de l’article 88 du Règlement, des amendements au projet de loi relatif au Grand Paris (n° 1961) (M. Yves Albarello, rapporteur).
Mercredi 25 novembre 2009 9 heures 30	– Examen de la proposition de loi instaurant une planification écologique (n° 1991) (Mme Martine Billard, rapporteure).
Mardi 1er décembre 2009 17 heures	– Audition de M. Bernard Bigot, administrateur général du commissariat à l’énergie atomique (CEA), sur les missions du CEA et les événements de Cadarache.
Mercredi 2 décembre 2009 9 heures 45	– Examen, en application de l’article 88 du Règlement, des amendements à la proposition de loi instaurant une planification écologique (n° 1991) (Mme Martine Billard, rapporteure).
Mardi 8 décembre 2009 18 heures	– Échange de vues sur la mission confiée à M. Michel Havard, relative au bilan des émissions de gaz à effet de serre (article 26 du projet de loi portant engagement national pour l’environnement, n° 1965).
Mardi 15 décembre 2009 16 heures 30	– Audition, ouverte à la presse, de Mme Michèle Pappalardo, commissaire générale au développement durable et déléguée interministérielle au développement durable.
Mardi 12 janvier 2010 16 heures 15	– Audition, ouverte à la presse, de M. François Drouin, président-directeur général d’OSEO, sur le financement du développement durable.
Mercredi 13 janvier 2010 9 heures 30	– Audition, ouverte à la presse, de Mme Anne Lauvergeon, présidente du directoire d’AREVA, sur les activités et la stratégie de l’entreprise.

Mardi 19 janvier 2010 17 heures 15	– Audition, ouverte à la presse, de M. Louis Gallois, président exécutif d'EADS.
Mercredi 20 janvier 2010 16 heures 15	– Audition, ouverte à la presse, de M. Jean-Michel Debrat, directeur général adjoint de l'Agence française de développement (AFD).
Mercredi 27 janvier 2010 9 heures 30	– Audition commune avec la commission des affaires économiques, ouverte à la presse. Présentation du rapport de l'OPECST sur l'efficacité énergétique des bâtiments neufs (<i>MM. Claude Birraux et Christian Bataille, rapporteurs</i>).
Mercredi 27 janvier 2010 11 heures 30	– Audition commune avec la commission des affaires économiques, ouverte à la presse, de M. Jean-Louis Borloo, ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, sur la suite du sommet de Copenhague.
Mercredi 27 janvier 2010 16 heures 15	– Rencontre avec une délégation de la commission des transports et des communications du Parlement de Norvège.
Mercredi 3 février 2010 16 heures 15	– Examen du titre V « Risques, Santé, Déchets » (articles 66 à 81) du projet de loi portant engagement national pour l'environnement (n° 1965) (<i>MM. Serge Grouard et Bertrand Pancher, rapporteurs</i>).
Mercredi 3 février 2010 21 heures 30	– Suite de l'examen du titre V « Risques, Santé, Déchets » (articles 66 à 81) du projet de loi portant engagement national pour l'environnement (n° 1965) (<i>MM. Serge Grouard et Bertrand Pancher, rapporteurs</i>).
Mardi 9 février 2010 17 heures	– Table ronde éco-construction avec des représentants des filières concernées.
Mercredi 10 février 2010 9 heures 30	– Examen du titre IV « Biodiversité, Mer » (articles 45 à 65) du projet de loi portant engagement national pour l'environnement (n° 1965) (<i>MM. Serge Grouard et Bertrand Pancher, rapporteurs</i>).
Mercredi 10 février 2010 16 heures 15	– Suite de l'examen du titre IV « Biodiversité, Mer » (articles 45 à 65) du projet de loi portant engagement national pour l'environnement (n° 1965) (<i>MM. Serge Grouard et Bertrand Pancher, rapporteurs</i>).
Mercredi 17 février 2010 9 heures 30	– Examen du titre II « Transports » (articles 16 à 22 <i>quater</i>) du projet de loi portant engagement national pour l'environnement (n° 1965) (<i>MM. Serge Grouard et Bertrand Pancher, rapporteurs</i>) ; – Nomination d'un rapporteur pour avis sur le projet de réforme des collectivités territoriales (n° 2280).
Mardi 23 février 2010 16 heures 15	– Examen du titre III « Énergie climat » (articles 23 à 35 <i>bis</i>), et du titre IV « Agriculture » (article 36 à 44 <i>quater</i>) du projet de loi portant engagement national pour l'environnement (n° 1965) (<i>MM. Serge Grouard et Bertrand Pancher, rapporteurs</i>).
24 mars 2010 9 heures 30	– Examen du Titre VI « Gouvernance » (articles 82 à 104) du projet de loi portant engagement national pour l'environnement (n° 1965) (<i>MM. Serge Grouard et Bertrand Pancher, rapporteurs</i>).
30 mars 2010 17 heures	– Réunion commune avec la commission des affaires économiques : présentation du rapport de la mission d'information commune sur l'énergie éolienne (<i>M. Franck Reynier, rapporteur</i>).
31 mars 2010 9 heures 45	– Audition, ouverte à la presse, de M. Michel Mercier, ministre de l'espace rural et de l'aménagement du territoire sur le projet de loi, adopté par le Sénat, de réforme des collectivités territoriales (n° 2280) (<i>M. Jérôme Bignon, rapporteur pour avis</i>).
6 avril 2010 17 heures	– Audition, ouverte à la presse, de M. Jean Jouzel, président du Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement (LSCE).
7 avril 2010 9 heures 30	– Examen du Titre I « Logement-Urbanisme » (articles 1 à 15 <i>quinquies</i>) et des articles précédemment réservés du Titre III « Énergie-climat » (articles 34 à 34 <i>bis</i>) du projet de loi portant engagement national pour l'environnement (n° 1965) (<i>MM. Serge Grouard et Bertrand Pancher, rapporteurs</i>).
7 avril 2010 16 heures 15	– Suite de l'examen du Titre I « Logement-Urbanisme » (articles 1 à 15 <i>quinquies</i>) et des articles précédemment réservés du Titre III « Énergie-climat » (articles 34 à 34 <i>bis</i>) du projet de loi portant engagement national pour l'environnement (n° 1965) (<i>MM. Serge Grouard et Bertrand Pancher, rapporteurs</i>).

28 avril 2010 9 heures 30	– Examen pour avis du projet de loi de réforme des collectivités territoriales (n° 2280) (<i>M. Jérôme Bignon, rapporteur pour avis</i>).
4 mai 2010 Séance de 14 heures 30	– Examen, en application de l'article 88 du Règlement, des amendements restant en discussion sur le projet de loi portant engagement national pour l'environnement (n° 1965) (<i>MM. Serge Grouard et Bertrand Pancher, rapporteurs</i>).
5 mai 2010 9 heures 30	– Audition, ouverte à la presse, de M. Roger Genêt, directeur général du Cemagref, Centre d'Études du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts, président de l'Alliance Environnement.
5 mai 2010 11 heures	– Examen, en application de l'article 91 du Règlement, des amendements restant en discussion sur le projet de loi portant engagement national sur l'environnement (n° 1965) (<i>MM. Serge Grouard et Bertrand Pancher, rapporteurs</i>).
12 mai 2010 9 heures 30	– Audition, ouverte à la presse, de M. James E. Hansen, membre de l'Académie des sciences des États-Unis, professeur au département Planète et Sciences de l'environnement de l'université de Columbia.
26 mai 2010 9 heures 30	– Audition, ouverte à la presse, de M. François Drouin, président-directeur général de l'établissement public OSEO, sur le financement du développement durable et de la croissance verte.
1er juin 2010 17 heures	– Audition, ouverte à la presse, de M. Augustin de Romanet, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), sur le financement du développement durable et de la croissance verte.
2 juin 2010 9 heures 15	– Audition, ouverte à la presse, de M. Guillaume Pepy, Président de la SNCF.
2 juin 2010 16 heures 15	– Audition, ouverte à la presse, de M. Pierre-Henri Gourgeon, directeur général d'Air France.
2 juin 2010 21 heures 30	– Audition, ouverte à la presse, commune avec la commission des affaires économiques, de M. Bruno Le Maire, ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche, sur le projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche.
8 juin 2010 17 heures	– Examen pour avis du projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (n° 2559) (<i>M. Christian Patria, rapporteur pour avis</i>).
9 juin 2010 9 heures 30	– Audition, ouverte à la presse, de M. Pierre Graff, président-directeur général d'Aéroports de Paris (ADP).
15 juin 2010 16 heures 45	– Présentation du rapport de la mission d'information sur les marchés de quotas d'émission de gaz à effet de serre (M. Philippe Martin, président, M. François-Michel Gonnot, rapporteur).
23 juin 2010 10 heures	– Audition, ouverte à la presse, de M. Patrick Gandil, directeur général de l'Aviation civile (DGAC).
30 juin 2010 9 heures 30	– Audition, ouverte à la presse, de M. Alain Gest, président de Voies navigables de France (VNF).
7 juillet 2010 9 heures 30	– Audition, ouverte à la presse, de Mme Patricia Lemoine de Forges, présidente de l'Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires (ACNUSA).
11 heures	– Audition de M. Pierre Cardo, personnalité pressentie par le Gouvernement pour la présidence de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires (ARAF).
14 septembre 2010 17 heures	– Audition de Mme Chantal Jouanno, secrétaire d'État chargée de l'Écologie, sur la stratégie nationale de développement durable
15 septembre 2010 17 heures	– Audition, ouverte à la presse, de M. Marc Véron, candidat à la présidence du directoire de la Société du Grand Paris.
29 septembre 2010 9 heures 30	– Audition, ouverte à la presse, de M. Xavier Beulin, Président de SOFIPROTEOL, et de M. Bruno Hot, Président du Syndicat national des producteurs d'alcool agricole (SNPAA), sur les filières de biocarburants.
Session ordinaire 2010-2011	
mardi 5 octobre 2010 11 heures	– Élection du bureau de la Commission.

<p>mardi 5 octobre 2010 17 heures</p>	<p>– Audition, ouverte à la presse, de M. Jean-François Carenco, directeur de cabinet de M. Jean-Louis Borloo, ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, sur les décrets d'application de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (« Grenelle II »).</p>
<p>mercredi 6 octobre 2010 10 heures</p>	<p>– Audition, ouverte à la presse, commune avec la commission des affaires économiques, de M. Pierre Veltz, candidat au poste de Président-directeur général de l'Établissement public de Paris-Saclay.</p>
<p>mardi 12 octobre 2010 9 heures 30</p>	<p>– Examen pour avis des crédits pour 2011 (commission élargie) : Mission « Écologie, développement et aménagement durables » – crédits Écologie : – Protection de l'environnement et prévention des risques (M. Christophe Priou, rapporteur pour avis) – Politiques de développement durable (M. Philippe Plisson, rapporteur pour avis)</p>
<p>mardi 12 octobre 2010 16 heures 15</p>	<p>– Projet de loi de finances pour 2011, suite de l'examen pour avis des crédits de la mission « Écologie, développement et aménagement durables » – crédits Transports : – Transports terrestres (M. Martial Saddier, rapporteur pour avis) – Transports aériens (M. Jean-Claude Fruteau, rapporteur pour avis) – Affaires maritimes (M. Jean-Yves Besselat, rapporteur pour avis)</p>
<p>mercredi 13 octobre 2010 16 heures</p>	<p>– Conférence organisée conjointement par les présidents des commissions des affaires étrangères et de l'aménagement du territoire et du développement durable sur le thème : « Repenser l'aide au développement : les crises imposent-elles la recherche de nouveaux modèles ? L'exemple du commerce équitable ».</p>
<p>mercredi 20 octobre 2010 9 heures 30</p>	<p>– Audition, ouverte à la presse, de M. Jérôme Bignon, président du Conservatoire du littoral et des rivages lacustres</p>
<p>mercredi 20 octobre 2010 16 heures 15</p>	<p>– Audition, commune avec la commission des affaires européennes, de M. Dominique Bussereau, secrétaire d'État chargé des transports, sur l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire.</p>
<p>mardi 26 octobre 2010 9 heures 30</p>	<p>– Examen pour avis des crédits pour 2011 (commission élargie) : Mission « Recherche et enseignement supérieur : – Recherche dans les domaines du développement durable (M. André Chassaigne, rapporteur pour avis)</p>
<p>mercredi 27 octobre 2010 10 heures</p>	<p>– Projet de loi de finances pour 2011 : mission « Recherche et enseignement supérieur » : vote sur les crédits Recherche dans les domaines du développement durable (M. André Chassaigne, rapporteur pour avis) ; – Audition, ouverte à la presse, de M. Marc Mortureux, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.</p>
<p>mardi 2 novembre 2010 17 heures</p>	<p>– Audition, ouverte à la presse, de M. Dominique Bussereau, secrétaire d'État chargé des transports, sur le schéma national d'infrastructures de transport (SNIT), ainsi que sur la mise en application de la loi n° 2009-1503 du 8 décembre 2009 relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports.</p>
<p>mercredi 3 novembre 2010 16 heures 15</p>	<p>– Examen pour avis des crédits pour 2011 (commission élargie) : mission « Politique des territoires » (M. Jacques Le Nay, rapporteur pour avis).</p>
<p>mardi 9 novembre 2010 16 heures 15</p>	<p>– Audition, commune avec la commission des affaires économiques, de M. Jean-Louis Borloo, ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, sur la filière photovoltaïque.</p>

mercredi 10 novembre 2010 9 heures 30	– Examen de la proposition de loi présentée par Mme Odile Saugues et les membres du groupe S.R.C. et apparentés visant à sanctionner la commercialisation de titres de transport sur les compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne (n° 2186) (Mme Odile Saugues, rapporteur).
mardi 16 novembre 2010 18 heures	– Audition, ouverte à la presse, commune avec la commission des affaires économiques, des acteurs de la filière photovoltaïque.
mercredi 17 novembre 2010 9 heures 15	– Audition, ouverte à la presse, de Mme Catherine Bréchnignac, présidente du Haut Conseil des biotechnologies.
mardi 23 novembre 2010 17 heures	– Audition, ouverte à la presse, de M. Guillaume Pepy, président de la SNCF.
mercredi 24 novembre 2010 9 heures 30	– Audition, ouverte à la presse, de M. Brice Lalonde, ambassadeur chargé des négociations internationales sur le changement climatique.
mercredi 1 ^{er} décembre 2010 10 heures 15	– Élection du président de la commission ; – Examen de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, après engagement de la procédure accélérée, portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne (n° 2949) (M. Martial Saddier, rapporteur).
mardi 14 décembre 2010 17 heures	– Audition, ouverte à la presse, de M. Philippe Van de Maele, président de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME).
mercredi 22 décembre 2010 15 heures	– Réunion, ouverte à la presse, commune avec la commission des affaires économiques, sur le thème « Quel avenir pour l'industrie photovoltaïque française ? », avec la participation de représentants des sociétés Fonroche, Photowatt, Saint-Gobain Solar et Total.
mardi 11 janvier 2011 17 heures 15	– Audition, ouverte à la presse, de Mme Nicole Notat, présidente de Vigéo.
mardi 18 janvier 2011 17 heures 15	– Audition, ouverte à la presse, de Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, sur le bilan de la conférence de Cancun et la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement.
mercredi 19 janvier 2011 9 heures 30	– Audition, ouverte à la presse, de M. Bertrand Piccard, initiateur du programme Solar impulse ; – Information relative à la commission : nomination de deux rapporteurs sur la mise en application de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris.
mercredi 19 janvier 2011 17 heures	– Audition, ouverte à la presse, de M. Serge Orru, directeur général de WWF France.
mercredi 26 janvier 2011 16 heures 15	– Audition de M. René Ricol, Commissaire général à l'investissement. – Informations relatives à la Commission : MM. Bertrand Pancher et Philippe Tourtelier, rapporteurs sur la mise en application de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement.
mercredi 2 février 2011 9 heures 30	– Présentation du rapport de la mission d'information sur les modes de financement et de gouvernance des associations de protection de la nature et de l'environnement (M. Jean-Marie Sermier et Mme Geneviève Gaillard, rapporteurs).
mardi 8 février 2011 17 heures	– Audition, ouverte à la presse, de M. Maurice Leroy, ministre de la Ville, sur le Grand Paris.

mercredi 9 février 2011 10 heures	– Audition, ouverte à la presse, de M. Vincent Chriqui, directeur général du Centre d’analyse stratégique (CAS).
mardi 1 ^{er} mars 2011 17 heures	– Audition, ouverte à la presse, de M. Thierry Mariani, secrétaire d’État chargé des transports, sur le schéma national d’infrastructures de transport (SNIT) et les mesures prises dans les transports suite aux intempéries de décembre 2010.
mercredi 2 mars 2011 9 heures 3	– Audition, ouverte à la presse, de M. François Jacq, Président-directeur général de Météo France.
mardi 8 mars 2011 18 heures	– Audition, ouverte à la presse, de M. Bruno Le Maire, ministre de l’agriculture, de l’alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l’aménagement du territoire, sur la politique d’aménagement du territoire.
mercredi 9 mars 2011 9 heures 30	– Table ronde, ouverte à la presse, sur le développement économique maritime avec la participation de M. Christian Garin, président d’Armateurs de France, M. Joël Jouault, représentant l’union fédérale maritime CFDT pour la marine marchande, M. Michel Le Cavorzin représentant la fédération nationale des syndicats maritimes CGT, M. Laurent Castaing, Président du Directoire et directeur général Grand Port Maritime du Havre, M. Jean-Pierre Quéneudec, président de l’académie de Marine, ou Mme Françoise Odier, présidente de la section Marine marchande, et M. Francis Vallat, Président de Cluster maritime français.
mercredi 9 mars 2011 16 heures 15	– Présentation, ouverte à la presse, du rapport sur la mise en application de la loi n° 2009-1503 du 8 décembre 2009 relative à l’organisation et à la régulation des transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports (MM. Yanick Paternotte et Maxime Bono, rapporteurs).
mardi 15 mars 2011 17 heures	– Examen de la proposition de loi de M. Jean-Marc Ayrault pour l’instauration d’un bouclier rural au service des territoires d’avenir (n° 3158) (M. Germinal Peiro, rapporteur).
mercredi 16 mars 2011 9 heures 30	– Table ronde, ouverte à la presse, sur la biodiversité marine, avec la participation de M. Jean-François Tallec, secrétaire général de la mer, en charge de la stratégie marine pour la biodiversité ; M. Jérôme Bignon, député, président de l’Agence des aires marines protégées, accompagné de M. Olivier Laroussinie, directeur ; M. Hubert Carré, directeur du comité national des pêches maritimes et des élevages marins ; M. Jean-Yves Perrot, président-directeur général de l’Ifremer, accompagné de MM. Philippe Gouletquer, et Philippe Gros, responsables scientifiques.
mercredi 16 mars 2011 15 heures 30	– Réunion, ouverte à la presse, conjointe avec l’Office parlementaire d’évaluation des choix scientifiques et technologiques, la commission des affaires économiques, et la commission de l’économie, du développement durable et de l’aménagement du territoire du Sénat, sur la crise nucléaire au Japon, avec la participation de Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre de l’écologie, du développement durable, des transports et du logement ; M. Éric Besson, ministre chargé de l’industrie, de l’énergie et de l’économie numérique ; M. André-Claude Lacoste, président de l’Autorité de sûreté nucléaire (ASN) ; Mme Agnès Buzyn, présidente du conseil d’administration de l’Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), accompagnée de M. Jacques Repussard, directeur général ; M. Bernard Bigot, administrateur général du Commissariat à l’énergie atomique et aux énergies alternatives ; M. Luis Echávarri, directeur général de l’agence de l’OCDE pour l’énergie nucléaire ; Mme Anne Lauvergeon, présidente du directoire d’Areva, accompagnée de M. Philippe Knoche, responsable de l’activité Réacteurs et Services ; M. Henri Proglia, président-directeur général d’EDF, et M. Henri Revol, président du Haut Comité pour la transparence et l’information sur la sécurité nucléaire.
jeudi 24 mars 2011 9 heures	– Examen, en application de l’article 88 du Règlement, des amendements restant en discussion sur la proposition de loi pour l’instauration d’un bouclier rural au service des territoires d’avenir (n° 3158) (M. Germinal Peiro, rapporteur).
mercredi 30 mars 2011 9 heures 30	– Présentation, ouverte à la presse, du rapport sur la mise en application de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre Grenelle de l’environnement (MM. Stéphane Demilly et Philippe Tourtelier).

mercredi 30 mars 2011 16 heures 15	– Audition, ouverte à la presse, commune avec la commission des affaires économiques, de M. Eric Besson, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique, sur les suites de l'accident de Fukushima.
mardi 5 avril 2011 17 heures	– Table ronde, ouverte à la presse, sur les éco-organismes avec la participation de Mmes Géraldine Poivert, directrice générale d'Ecofolio et Laëtitia Mayer, Secrétaire générale, M. René-Louis Perrier, président d'ÉcoLogic et M. Michel Hardy, directeur des relations opérateurs, M. Christian Brabant, directeur général d'Éco-systèmes, M. Hervé Grimaud, directeur général de Récyclum, M. Éric Brac de La Perrière, directeur général d'Eco-Emballages et M. Jean-Michel Brissaud, directeur des relations institutionnelles.
mercredi 6 avril 2011 9 heures 45	– Examen de la proposition de résolution européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant un espace ferroviaire unique européen (n° 3205) (M. Yanick Paternotte, rapporteur) ; – Présentation, ouverte à la presse, du rapport d'information relatif aux enjeux et aux outils d'une politique intégrée de conservation et de reconquête de la biodiversité (Mme Geneviève Gaillard, rapporteure).
mercredi 13 avril 2011 9 heures 30	– Examen de la proposition de loi (n° 3176) portant diverses dispositions d'ordre cynégétique (M. Jérôme Bignon, rapporteur).
mardi 3 mai 2011 17 heures	– Audition de M. Jean-François Dhainaut, président de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES), dont la nomination au poste de président du Haut Conseil des biotechnologies est envisagée par le Président de la République.
mercredi 4 mai 2011 9 heures 30	– Examen de la proposition de loi visant à abroger les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures non conventionnels et à interdire leur exploration et leur exploitation sur le territoire national (n° 3301) (MM. Michel Havard et Jean-Paul Chanteguet, rapporteurs).
mercredi 4 mai 2011 16 heures 15	– Audition, ouverte à la presse, commune avec la commission des affaires économiques, de Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, sur les suites de l'accident de Fukushima.
mardi 10 mai 2011 14 heures 30	– Examen, dans le cadre de l'article 88 du Règlement, des amendements restant en discussion sur la proposition de loi visant à abroger les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures non conventionnels et à interdire leur exploration et leur exploitation sur le territoire national (n° 3301) (MM. Michel Havard et Jean-Paul Chanteguet, rapporteurs).
mercredi 11 mai 2011 9 heures 45	– Amendements restant en discussion sur la proposition de loi portant diverses dispositions d'ordre cynégétique (n° 3176) (M. Jérôme Bignon, rapporteur) ; – Audition, ouverte à la presse, de M. Dominique Perben dont la nomination au poste de président de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) est envisagée par le Président de la République.
mardi 17 mai 2011 16 heures 45	– Audition, ouverte à la presse, de M. Jacques Attali, président de la commission pour la libéralisation de la croissance française.
mercredi 18 mai 2011 9 heures 30	– Audition de M. le Préfet Philippe Deslandes, président de la Commission nationale du débat public (CNDP). – Examen de la proposition de loi visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Île-de-France (n° 3298) (M. Yves Albarello, rapporteur).
mardi 24 mai 2011 17 heures	– Audition, ouverte à la presse, commune avec la commission des affaires économiques, de M. Philippe de Ladoucette, président de la Commission de régulation de l'énergie (CRE), sur les énergies renouvelables.
mercredi 25 mai 2011 9 heures 30	– Audition, ouverte à la presse, de M. Jean-Paul Fitoussi, professeur émérite à l'Institut d'Études Politiques de Paris et directeur de recherche à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

mercredi 25 mai 2011 16 heures 15	– Audition, ouverte à la presse, de Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, sur le Grenelle de la mer et la stratégie nationale pour la biodiversité.
mercredi 1 ^{er} juin 2011 16 heures 15	– Audition, ouverte à la presse, de M. Éric Besson, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique, sur le gaz de schiste et la fracture numérique.
mercredi 8 juin 2011 9 heures 30	– Présentation, ouverte à la presse, du rapport d'information sur les gaz et huile de schiste (MM. François-Michel Gonnot et Philippe Martin, rapporteurs).
mercredi 15 juin 2011 9 heures 30	– Audition, ouverte à la presse, de M. André Santini, président du conseil de surveillance de la Société du Grand Paris.
mercredi 22 juin 2011 10 heures	– Nomination de rapporteurs pour avis sur le projet de loi de finances pour 2012 ; – Audition, ouverte à la presse, de M. Pierre Mongin, président de la RATP.
mardi 28 juin 2011 17 heures	– Présentation, ouverte à la presse, du rapport d'information sur la lutte contre les nuisances sonores (MM. Philippe Meunier et Christophe Bouillon, rapporteurs).
mercredi 29 juin 2011 9 heures 30	– Réunion, ouverte à la presse, commune avec la commission des affaires économiques, sur la mise en application de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (Grenelle II).
mardi 5 juillet 2011 17 heures	– Audition de M. Pierre-Henri Gourgeon, Directeur général d'Air France et d'Air France-KLM.
mercredi 6 juillet 2011 9 heures 30	– Audition, ouverte à la presse, de Mme Dominique Dron, Commissaire générale au développement durable.
mardi 6 septembre 2011 16 heures	– Audition de M. Étienne Guyot, candidat au poste de président du directoire de la Société du Grand Paris.
mardi 20 septembre 2011 15 heures	– Examen de la proposition de loi relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives (n° 3706) ; – Informations relatives à la commission : – M. Jean-Paul Chanteguet rapporteur sur la proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels (n° 3690) ; M. Serge Grouard, rapporteur pour avis, et M. Didier Gonzales, rapporteur pour avis suppléant, sur la proposition de loi relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives (n° 3706).
mercredi 5 octobre 2011 9 heures 30	– Audition, ouverte à la presse, de M. Philippe Van de Maele, président de l'ADEME.
mercredi 12 octobre 2011 9 heures 30	– Table ronde, ouverte à la presse, sur la valorisation des biodéchets, avec la participation de M. Antoine Jacob, président du Club Biogaz, M. Yves Coppin, Veolia environnement, M. Nicolas Garnier, délégué général d'AMORCE (Association nationale des collectivités, associations et entreprises pour la gestion des déchets, de l'énergie et des réseaux de chaleur), M. Marc Cheverry, chef du service prévention et gestion des déchets de l'ADEME, MM. Loïc Beroud, chef du département déchets et Olivier David, chef du bureau planification des déchets (ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement).

<p>mercredi 18 octobre 2011 17 heures</p>	<p>– Nomination d'un rapporteur sur le projet de loi relatif à l'Agence nationale des voies navigables, actuellement en discussion au Sénat (n° 783).</p> <p>– Projet de loi de finances pour 2012 (n° 3775) :</p> <p>– Audition, ouverte à la presse, de Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, et de M. Thierry Mariani, ministre chargé des transports, sur les crédits de la mission « Écologie, développement et aménagement durables »</p>
<p>mercredi 19 octobre 2011 9 heures 30</p>	<p>– Examen pour avis des crédits pour 2012 :</p> <p>Mission « Recherche et enseignement supérieur :</p> <p>– Recherche dans les domaines du développement durable (M. André Chassaigne, rapporteur pour avis)</p> <p>Mission « Écologie, développement et aménagement durables » – crédits Écologie :</p> <p>– Protection de l'environnement et prévention des risques (M. Christophe Priou, rapporteur pour avis)</p> <p>– Politiques de développement durable (M. Philippe Plisson, rapporteur pour avis)</p>
<p>lundi 24 octobre 2011 21 heures</p>	<p>– Projet de loi de finances pour 2012 (n° 3775) (commission élargie) :</p> <p>– Examen pour avis des crédits de la mission « Politique des territoires » (M. Jacques Le Nay, rapporteur pour avis).</p>
<p>mercredi 26 octobre 2011 9 heures 30</p>	<p>– Nomination de rapporteurs sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la proposition de loi de Mme Odile Saugues et les membres du groupe SRC relative au renforcement de la transparence de l'information en matière de sécurité du transport aérien civil (n° 2673) ; • le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au plan d'aménagement et de développement durable de la Corse (PADDUC) (n° 3854) <p>– Présentation, ouverte à la presse, du rapport d'information sur la gestion durable des matières premières minérales (MM. Michel Havard et Christophe Bouillon, rapporteurs)</p> <p>– Examen pour avis des crédits pour 2012 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mission « Ecologie, développement et aménagement durables » : <ul style="list-style-type: none"> – Transports terrestres (M. Martial Saddier, rapporteur pour avis) – Transports aériens (M. Jean-Claude Fruteau, rapporteur pour avis) – Affaires maritimes (M. Jean-Yves Besselat, rapporteur pour avis).
<p>mercredi 2 novembre 2011 9 heures 30</p>	<p>– Audition, ouverte à la presse, de M. Serge Lepeltier, ambassadeur en charge des négociations internationales sur le changement climatique.</p>
<p>mercredi 9 novembre 2011 9 heures 30</p>	<p>– Audition, ouverte à la presse, de M. Alain Gest en qualité de président de Voies navigables de France, sur le projet de loi relatif à Voies navigables de France (n° 3871) ;</p> <p>– Examen de la proposition de loi relative au renforcement de la transparence de l'information en matière de sécurité du transport aérien civile (n° 2673) (Mme Odile Saugues, rapporteure).</p>
<p>mardi 15 novembre 2011 17 heures 30</p>	<p>– Audition, ouverte à la presse, de M. Thierry Mariani, ministre chargé des transports, sur le projet de loi relatif à Voies navigables de France.</p> <p>– Examen du projet de loi relative relatif à Voies navigables de France (n° 3871) (Mme Françoise Branget, rapporteur).</p>

<p>mercredi 16 novembre 2011 9 heures 30</p>	<p>– Nomination d'un rapporteur sur le projet de loi portant réforme des ports d'outre-mer relevant de l'État et diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports (n° 3858) ;</p> <p>– Examen, au titre de l'article 88, des amendements restant en discussion sur la proposition de loi relative au renforcement de la transparence de l'information en matière de sécurité du transport aérien civil (n° 2673) (<i>Mme Odile Saugues, rapporteure</i>)</p>
<p>mercredi 16 novembre 2011 10 heures 30</p>	<p>– Audition, ouverte à la presse, commune avec la commission des affaires européennes, de M. Siim Kallas, vice-président de la Commission européenne en charge des transports.</p>
<p>mardi 22 novembre 2011 17 heures</p>	<p>– Audition de MM. Bernard Deflesselles et Jérôme Lambert sur le rapport d'information sur les négociations internationales relatives au changement climatique, présenté au nom de la Commission des affaires européennes.</p>
<p>mercredi 23 novembre 2011 9 heures 30</p>	<p>– Examen, au titre de l'article 88, des amendements restant en discussion sur le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au plan d'aménagement et de développement durable de la Corse (PADDUC) (n° 3854) (<i>M. Yanick Paternotte, rapporteur</i>).</p> <p>– Présentation, ouverte à la presse, du rapport d'information sur la mise en application de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris (<i>M. Yves Albarello et Mme Annick Lepetit, rapporteurs</i>).</p>
<p>mardi 29 novembre 2011 17 heures</p>	<p>– Table ronde, ouverte à la presse, sur l'accès à l'eau avec la participation de M. André Flajolet, président du Comité national de l'eau et de M. Philippe Guettier, conseiller dans le cadre de la mission du VI^e Forum mondial de l'eau, de M. Alexis Delaunay, directeur du contrôle des usages et de l'action territoriale de l'ONEMA, de M. Jean Philippe Torterotot, secrétaire de l'association scientifique et technique pour l'eau et l'environnement (ASTEE), de M. Igor Semo, directeur des relations institutionnelles de Lyonnaise des Eaux, vice-président de la fédération professionnelle (FP2E) et du Partenariat Français pour l'Eau (PFE), membre du conseil d'administration de l'ONEMA.</p>
<p>mercredi 30 novembre 2011 9 heures 30</p>	<p>– Nomination d'un rapporteur sur la proposition de résolution de M. Pierre Morange, et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux modalités de fonctionnement, au financement ainsi qu'à l'impact sur l'environnement du projet de rénovation du réseau express régional d'Île-de-France et notamment la ligne A du RER (n° 3259) et examen de la proposition de résolution.</p> <p>– Audition, ouverte à la presse, de M. Martial Saddier en qualité de président du Conseil national de l'air.</p>
<p>mercredi 7 décembre 2011 9 heures 30</p>	<p>– Examen du projet de loi portant réforme des ports d'outre-mer relevant de l'État et diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports (n° 3858) (<i>M. Daniel Fidelin, rapporteur</i>).</p>
<p>mardi 13 décembre 2011 16 heures 30</p>	<p>– Présentation, ouverte à la presse, du rapport d'information sur la sûreté des transports aériens (<i>MM. Daniel Goldberg et Didier Gonzales, rapporteurs</i>).</p>
<p>mercredi 14 décembre 2011 9 heures 30</p>	<p>– Examen, au titre de l'article 88 du Règlement, des amendements restant en discussion sur le projet de loi relatif à Voies navigables de France (n° 3942) (<i>Mme Françoise Branget, rapporteur</i>).</p> <p>– Examen, au titre de l'article 88 du Règlement, des amendements restant en discussion sur le projet de loi portant réforme des ports d'outre-mer relevant de l'État et diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports (n° 3858) (<i>M. Daniel Fidelin, rapporteur</i>).</p> <p>– En application de l'article 13 de la Constitution, audition, ouverte à la presse, de M. François Loos dont la nomination en qualité de président de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) est envisagée par le Président de la République.</p>
<p>mercredi 11 janvier 2012 9 heures 30</p>	<p>– Nomination d'un rapporteur sur la proposition de loi de M. Éric Diard et plusieurs de ses collègues relative à l'organisation du service et à l'information des passagers dans les entreprises de transport aérien de passagers (n° 3991) et examen de la proposition de loi.</p>

mercredi 25 janvier 2012 9 heures 30	– Audition, ouverte à la presse, de M. Alexandre de Juniac, président-directeur général d’Air France.
mercredi 1 ^{er} février 2012 9 heures 30	– Audition, ouverte à la presse, de M. Christian de Boissieu, président du Conseil d’analyse économique, sur le financement du développement durable.
mercredi 1 ^{er} février 2012 11 heures 30	En application de l’article 13 de la Constitution : – audition, ouverte à la presse, de M. Alain Gest, président du conseil d’administration de Voies navigables de France, dont le renouvellement du mandat est envisagé par le Président de la République – Vote sur la nomination de M. Alain Gest.
mercredi 8 février 2012 9 heures	– Examen en seconde lecture de la proposition de loi portant diverses dispositions d’ordre cynégétique (n° 4299) (<i>M. Jérôme Bignon, rapporteur</i>).
mercredi 8 février 2012 10 heures	– Réunion, ouverte à la presse, commune avec la commission des affaires économiques, sur la mise en application de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l’environnement (Grenelle II) (<i>MM. Bertrand Pancher et Philippe Tourtelier, rapporteurs</i>).
mercredi 15 février 2012 9 heures 30	– Audition, ouverte à la presse, de M. Guillaume Sainteny, auteur du rapport et président du groupe de travail sur les aides publiques dommageables à la biodiversité (Centre d’analyse stratégique).
mardi 21 février 2012 17 heures 30	– Examen en nouvelle lecture de la proposition de loi relative à l’organisation du service et à l’information des passagers dans les entreprises de transport aérien de passagers (n° 4362) (<i>M. Eric Diard, rapporteur</i>).
mercredi 22 février 2011 9 heures 30	– Examen, au titre de l’article 88, des amendements restant en discussion sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, portant diverses dispositions d’ordre cynégétique (n° 4329) (<i>M. Jérôme Bignon, rapporteur</i>). – Présentation, ouverte à la presse, du rapport du Comité d’évaluation et de contrôle des politiques publiques sur l’évaluation de la politique d’aménagement du territoire en milieu rural (n° 4301) (<i>MM. Jérôme Bignon et Germinal Peiro, rapporteurs</i>).
mercredi 29 février 2012 9 heures 30	En application de l’article 13 de la Constitution : – audition, ouverte à la presse, de M. François Jacq, président-directeur général de Météo-France, dont le renouvellement du mandat est envisagé par le Président de la République. – Vote sur la nomination de M. François Jacq.
mardi 4 avril 2012 16 heures	En application de l’article 13 de la Constitution : – audition, ouverte à la presse, de M. Victor Haïm dont la nomination au poste de président de l’ACNUSA est envisagée par le Président de la République – Vote sur la nomination de M. Victor Haïm.

La commission s’est donc réunie à 161 reprises au 4 avril 2012.

**ANNEXE N°2 :
PROPOSITIONS DE LOIS RENVOYÉES DEVANT LA COMMISSION**

– Proposition de loi visant à limiter l'impact des lignes à haute et à très haute tension sur les territoires et ceux qui y vivent, présentée par M. Yannick Favennec (n° 1820)

– Proposition de loi visant à considérer en territoire de montagne comme carrossable et donc ouverte à la circulation toute voie praticable par des véhicules homologués pour une circulation routière, présentée par M. Francis Saint-Léger (n° 1919).

– Proposition de loi rendant obligatoire la prise en charge du coût des dégradations occasionnées par les convois exceptionnels, présentée par MM. Damien Meslot et Michel Raison (n° 1939).

– Proposition de loi visant à instaurer un fonds de garantie pour les victimes d'atteintes à l'environnement, présentée par M. Jean-Claude Guibal et plusieurs de ses collègues (n° 1941).

– Proposition de loi portant sur l'intégration d'un dispositif de collecte, de traitement et de distribution des eaux de pluie dans toutes les constructions nouvelles de bâtiments publics appartenant à une collectivité publique, présentée par Mme Françoise Branget et M. Patrick Beaudouin (n° 2109).

– Proposition de loi visant à généraliser la distribution de cendriers de poche biodégradables présentée par M. Jacques Remiller et plusieurs de ses collègues (n° 2116 *rect.*).

– Proposition de loi visant à favoriser le développement des modes de déplacement doux et peu polluants présentée par M. Philippe Goujon et plusieurs de ses collègues (n° 2176).

– Proposition de loi portant sur l'intégration d'un générateur photovoltaïque sur toute construction nouvelle de bâtiments publics appartenant à une collectivité publique présentée par M. Jean Roatta (n° 2178).

– Proposition de loi visant à sanctionner la commercialisation des titres de transport sur les compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne présentée par Mme Odile Saugues, Jean-Marc Ayrault, M. Daniel Goldberg et plusieurs de leurs collègues (n° 2186).

– Proposition de loi relative à la ligne à grande vitesse Normande présentée par M. Jean-Yves Cousin (n° 2250).

– Proposition de loi visant à interdire la pratique de la chasse à courre, à cor et à cri, présentée par MM. Maxime Gremetz, Pierre Gosnat et Nicolas Dupont-Aignan (n° 2281).

– Proposition de loi visant à préciser la notion d’ouverture à la circulation publique des chemins présentée par M. Francis Saint-Léger (n° 2355).

– Proposition de loi visant à interdire de surtaxer une personne de forte corpulence qui achète un billet d’avion présentée par Mme Valérie Boyer (n° 2402).

– Proposition de loi relative à la mise en place d’un plan de gestion du loup présentée par Mme Henriette Martinez (n° 2405).

– Proposition de loi relative à la prévention des risques d’inondation, à l’aménagement des constructions à usage d’habitation situées en zone inondable et à l’indemnisation des victimes d’inondation présentée par M. Dominique Souchet et Mme Véronique Besse (n° 2438).

– Proposition de loi visant à favoriser le développement des installations de traitement des eaux noires sur les bateaux de plaisance présentée par M. Guy Teissier (n° 2482).

– Proposition de loi relative à l’indemnisation des nuisances causées par les lignes à très haute tension présentée par M. Yannick Favennec (n° 2524).

– Proposition de loi visant à mettre à la charge de l’État, des collectivités territoriales et des industriels le diagnostic et les mesures de protection des populations dans le cadre des plans de prévention des risques technologiques en zones urbaines (n° 2796).

– Proposition de loi, adoptée par le Sénat, après engagement de la procédure accélérée, portant diverses dispositions d’adaptation de la législation au droit de l’Union européenne (n° 2949) (M. Martial Saddier, rapporteur).

– Proposition de loi pour l’instauration d’un bouclier rural au service des territoires d’avenir (n° 3158) (M. Germinal Peiro, rapporteur).

– Proposition de loi portant diverses dispositions d’ordre cynégétique (n° 3176) (M. Jérôme Bignon, rapporteur).

– Proposition de loi, après engagement de la procédure accélérée, visant à abroger les permis exclusifs de recherches d’hydrocarbures non conventionnels et à interdire leur exploration et leur exploitation sur le territoire national (n° 3301) (MM. Michel Havard et Jean-Paul Chanteguet, rapporteurs).

– Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à assurer une gestion effective du risque de submersion marine (n° 3384).

– Proposition de loi, adoptée par le Sénat, visant à moderniser le droit de la chasse (n° 3398).

– Proposition de loi visant à accorder un crédit d'impôt aux particuliers mettant aux normes leur réseau d'assainissement non collectif présentée par M. Yves Nicolin et plusieurs de ses collègues (n° 3408).

– Proposition de loi relative à la desserte aérienne du Grand Paris présentée par de M. Didier Gonzalès et plusieurs de ses collègues (n° 3486).

– Proposition de loi visant à lutter contre le vol des bicyclettes (n° 3488).

– Proposition de loi visant à interdire la pratique de la chasse à courre, à cor et à cri (n° 3497).

– Proposition de loi présentée par M. Yves Albarello visant à moderniser les règles d'application des plans d'exposition au bruit au regard des objectifs du Grand Paris dans les zones proches des plateformes aéroportuaires (n° 3575).

– Proposition de loi présentée par M. Dominique Dord visant à la mise en place d'un service vélo à titre gratuit par un employeur pour le déplacement domicile-travail de plusieurs de ses salariés (n° 3675).

– Proposition de loi présentée par MM. Jean-Marc Ayrault, Yves Cochet, Jean-Paul Chanteguet et plusieurs de leurs collègues visant à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels, à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbures non conventionnels et à assurer plus de transparence dans le code minier (n° 3690).

– Proposition de loi présentée par M. Yanick Paternotte et plusieurs de ses collègues pour assurer un service minimum au transport ferroviaire de marchandises (n° 3694).

– Proposition de loi présentée par M. Jean-Luc Warsmann relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives (n° 3706) (pour avis sur les articles 54, 55, 56, 58, 60, 72, 83 et 92 / commission des lois sur le fond).

– Proposition de loi présentée par M. André Chassaigne et plusieurs de ses collègues visant à encadrer les prix des produits alimentaires (n° 3745).

– Proposition de loi présentée par M. Franck Marlin sur les certificats d'immatriculation et les contrôles techniques des véhicules de collection (n° 3824).

– Proposition de loi présentée par Mme Anne Grommerch autorisant l'installation d'un système de récupération et de traitement des eaux grises (n° 3828).

– Proposition de loi présentée par Pierre Gosnat et plusieurs de ses collègues relative à l'encadrement des loyers et au renforcement de la solidarité urbaine (n° 3868).

– Proposition de loi présentée par M. Hervé Gaymard relative aux délais de paiement dans le secteur de la vente de bois en bloc et sur pied (n° 3900).

– Proposition de loi présentée par M. Alain Moyne-Bressand et plusieurs de ses collègues visant à interdire la généralisation des caisses automatiques aux barrières de péage sur le réseau français autoroutier (n° 3901).

– Proposition de loi présentée par M. Lionnel Luca visant à garantir la continuité du service public dans les transports de voyageurs durant les périodes de congés et d'affluences massives (n° 3905).

– Proposition de loi présentée par Mme Marie-Jo Zimmermann relative à la charge de l'entretien des ouvrages d'art de type ponts-routes (n° 3911).

– Proposition de loi présentée par M. Pierre Morel-A-L'Huissier visant à remplacer les zones de revitalisation rurale par des zones franches rurales (n° 3900).

– Proposition de loi présentée par M. Éric Diard et plusieurs de ses collègues relative à l'organisation du service et à l'information des passagers dans les entreprises de transport aérien de passagers (n° 3991).

– Proposition de loi, adoptée par le Sénat en 1^{ère} lecture, visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies (n° 4181).

– Proposition de loi, adoptée par le Sénat en 1^{ère} lecture, relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française (n° 4192).

– Proposition de loi présentée par M. Denis Jacquat instituant une journée nationale des victimes de la route dont la date serait fixée au 16 mai (n° 4319).

– Proposition de loi présentée par M. Paul Salen pour l'amélioration et la simplification des dispositions relatives aux gardes particuliers (n° 4472).

– Proposition de loi présentée par M. Didier Gonzales renforçant les pouvoirs de la commission consultative d'aide aux riverains des aéroports (n° 4474).

ANNEXE N°3 :
LISTE DES PERSONNALITES AUDITIONNEES PAR LA
COMMISSION DEPUIS LE 1^{ER} JUILLET 2009
(hors membres du Gouvernement et tables-rondes)

Identité de l'auditionné	Fonction	Entreprise/Organisation	Date	Domaine
M. Pierre Graff	Candidat à la présidence	Aéroports de Paris (ADP)	15 juillet 2009	Transport aérien
M. Michel Rocard	Président	Conférence d'experts sur l'institution d'une contribution climat énergie	23 septembre 2009	Énergie et climat
M. Guillaume Pépy	Président	Société nationale des chemins de fer français (SNCF)	7 octobre 2009	Transport ferroviaire
M. Patrick Gandil	Directeur général	Direction générale de l'aviation civile (DGAC)	13 octobre 2009	Transport aérien
M. Brice Lalonde	Ambassadeur	Négociations internationales sur le changement climatique	14 octobre 2009	Climat
Mme Marie Comets et M. Marc Sanson	Commissaires	Autorité de sûreté nucléaire (ASN)	21 octobre 2009	Industrie nucléaire
Mme Marie-Claude Dupuis	Directrice générale	Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA)	21 octobre 2009	Industrie nucléaire
M. Hubert du Mesnil	Président	Réseau ferré de France (RFF)	21 octobre 2009	Grand Paris
M. Pierre Mongin	Président-directeur général	Régie autonome des transports parisiens (RATP)	4 novembre 2009	Grand Paris
M. Jean-Paul Huchon	Président	Région Île-de-France	4 novembre 2009	Grand Paris
Mme Agnès Buzyn et M. Jacques Repussard	Présidente Directeur général	Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN)	17 novembre 2009	Industrie nucléaire
M. Marc Mortureux	Directeur général	Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA)	18 novembre 2009	Santé
M. Martin Guespereau	Directeur général	Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement (AFSSET)	18 novembre 2009	Santé et environnement
M. Bernard Bigot	Administrateur général	Commissariat à l'énergie atomique (CEA)	1 ^{er} décembre 2009	Industrie nucléaire
Mme Michèle Pappalardo	Commissaire générale	Commissariat général au développement durable (CGDD)	15 décembre 2009	Environnement

Identité de l'auditionné	Fonction	Entreprise/Organisation	Date	Domaine
M. François Drouin	Président-directeur général	OSEO	12 janvier 2010	Financement du développement durable
Mme Anne Lauvergeon	Présidente	AREVA	13 janvier 2010	Énergie
M. Louis Gallois	Président exécutif	EADS	19 janvier 2010	Transport aérien
M. Jean-Michel Debrat	Directeur général adjoint	Agence française de développement (AFD)	20 janvier 2010	Aide au développement
M. Jean Jouzel	Président	Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement (LSCE)	6 avril 2010	Changement climatique
M. Roger Genêt	Directeur général	Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts (CEMAGREF)	5 mai 2010	Agriculture
M. James Hansen	Universitaire	Académie des sciences des États-Unis, département planète et sciences de l'environnement de l'Université de Columbia	12 mai 2010	Climat
M. François Drouin	Président-directeur général	OSEO	26 mai 2010	Financement du développement durable
M. Augustin de Romanet	Directeur général	Caisse des dépôts et consignations (CDC)	1 ^{er} juin 2010	Financement du développement durable
M. Guillaume Pépy	Président	Société nationale des chemins de fer français (SNCF)	2 juin 2010	Transport ferroviaire
M. Pierre-Henri Gourgeon	Directeur général	Air France	2 juin 2010	Transport aérien
M. Pierre Graff	Président-directeur général	Aéroports de Paris (ADP)	9 juin 2010	Transport aérien
M. Patrick Gandil	Directeur général	Direction générale de l'aviation civile (DGAC)	23 juin 2010	Transport aérien
M. Alain Gest	Président	Voies Navigables de France (VNF)	30 juin 2010	Transport fluvial
Mme Patricia Lemoyne de Forges	Présidente	Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires (ACNUSA)	7 juillet 2010	Transport aérien
M. Pierre Cardo	Candidat à la présidence	Autorité de régulation des activités ferroviaires (ARAF)	7 juillet 2010	Transport ferroviaire
M. Marc Véron	Candidat à la présidence du directoire	Société du Grand Paris	15 septembre 2010	Grand Paris
M. Xavier Beulin, et M. Bruno Hot	Président Président	Sofiprotéol Syndicat national des producteurs d'alcool agricole (SNPAA)	29 septembre 2010	Énergie et agriculture

Identité de l'auditionné	Fonction	Entreprise/Organisation	Date	Domaine
M. Pierre Veltz	Candidat à la présidence	Établissement public de Paris-Saclay	6 octobre 2010	Grand Paris
M. Jérôme Bignon	Président	Conservatoire du littoral et des rivages lacustres	20 octobre 2010	Environnement
M. Marc Mortureux	Directeur général	Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)	27 octobre 2010	Santé et environnement
Mme Catherine Bréchnac	Présidente	Haut Conseil des biotechnologies	17 novembre 2010	Santé et environnement
M. Guillaume Pepy	Président	Société nationale des chemins de fer français (SNCF)	23 novembre 2010	Transport ferroviaire
M. Brice Lalonde	Ambassadeur	Négociations internationales sur le changement climatique	24 novembre 2010	Climat
M. Philippe Van de Maele	Président	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)	14 décembre 2010	Environnement
Mme Nicole Notat	Présidente	Vigeo	11 janvier 2011	Responsabilité sociale et environnementale
M. Bertrand Piccard	Cofondateur	Solar Impulse	18 janvier 2011	Énergie et transport aérien
M. Serge Orru	Directeur général	WWF France	19 janvier 2011	Environnement
M. René Ricol	Commissaire général	Commissariat général à l'investissement	26 janvier 2011	Financement du développement durable
M. Vincent Chiqui	Directeur général	Centre d'analyse stratégique (CAS)	9 février 2011	Prospective
M. François Jacq	Président-directeur général	Météo-France	2 mars 2011	Prévention des risques
M. Jean-François Dhainaut	Candidat à la présidence	Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES)	3 mai 2011	Recherche
M. Dominique Perben	Candidat à la présidence	Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF)	11 mai 2011	Transports
M. Jacques Attali	Président	Commission pour la libération de la croissance française	17 mai 2011	Prospective
M. Philippe Deslandes	Président	Commission nationale du débat public (CNDP)	18 mai 2011	Environnement
M. Philippe de Ladoucette	Président	Commission de régulation de l'énergie (CRE)	24 mai 2011	Énergie

Identité de l'auditionné	Fonction	Entreprise/Organisation	Date	Domaine
M. Jean-Paul Fitoussi	Universitaire	Institut d'études politiques de Paris, Observatoire français des conjonctures économiques	25 mai 2011	Prospective
M. André Santini	Président du conseil de surveillance	Société du Grand Paris	15 juin 2011	Grand Paris
M. Pierre Mongin	Président	Régie autonome des transports parisiens (RATP)	22 juin 2011	Transport ferroviaire
M. Pierre-Henri Gourgeon	Directeur général	Air France et Air France-KLM	5 juillet 2011	Transport aérien
Mme Dominique Dron,	Commissaire générale	Commissariat général au développement durable (CGDD)	6 juillet 2011	Environnement
M. Étienne Guyot	Candidat à la présidence du directoire	Société du Grand Paris	6 septembre 2011	Grand Paris
M. Philippe Van de Maele	Président	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)	5 octobre 2011	Environnement
M. Serge Lepeltier	Ambassadeur	Négociations internationales sur le changement climatique	2 novembre 2011	Climat
M. Alain Gest	Président	Voies navigables de France (VNF)	9 novembre 2011	Transport fluvial
M. Siim Kallas	Vice-président, commissaire aux transports	Commission européenne	16 novembre 2011	Transports
M. Martial Saddier	Président	Conseil national de l'air	30 novembre 2011	Environnement
M. François Loos	Candidat à la présidence	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)	14 décembre 2011	Environnement
M. Alexandre de Juniac	Président-directeur général	Air France	25 janvier 2012	Transport aérien
M. Christian de Boissieu	Président	Conseil d'analyse économique	1 ^{er} février 2012	Financement du développement durable
M. Alain Gest	Candidat à la présidence	Voies Navigables de France (VNF)	1 ^{er} février 2012	Transport fluvial
M. Guillaume Sainteny	Président	Groupe de travail sur les aides publiques dommageables à la biodiversité	15 février 2012	Environnement
M. François Jacq	Candidat à la présidence	Météo-France	29 février 2012	Prévention des risques
M. Victor Haïm	Candidat à la présidence	Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (ACNUSA)	4 avril 2012	Transport aérien

Question Orale au Gouvernement

Séance du

Ministère : Intérieur

Thème : Inondations-Risque majeur Loire

Monsieur le Président,

Mes Chers Collègues,

Ma question s'adresse à M. le Ministre de l'Intérieur.

Monsieur Ministre, début octobre, les intempéries exceptionnelles qu'a connues le sud-est de la France ont provoqué des inondations qui ont dévasté le littoral des Alpes-Maritimes. Vous vous êtes rendu sur place et avez pu constater l'état de désolation qu'elles y ont laissé.

D'autres risques naturels de grande ampleur existent ailleurs. Il en est un qui, s'il venait à se produire, engendrerait une catastrophe majeure : celui d'une crue centennale ou plus de la Loire, qui pourrait tout dévaster sur son passage et couperait la France en deux.

A Orléans, durant les presque 15 ans où j'en ai été le Maire, un travail conséquent d'information de la population, de prévention et de résilience a été effectué, allant bien au-delà de ce que nous impose la réglementation. Nous avons parfois même dû nous substituer à l'Etat du fait de ses carences.

Après des années de batailles incessantes, j'ai enfin obtenu un état des lieux des digues. L'étude, réalisée par le BRGM notamment, a montré qu'à certains endroits, elles étaient trop fragiles. Il faudrait 50 millions d'euros pour les remettre en état. Si elles venaient à céder, drame et dévastation seraient des mots trop faibles pour en décrire les conséquences.

Pourtant, rien n'est programmé alors que les crédits peuvent être mobilisés, notamment grâce au *Plan Loire Grandeur Nature*, initié par Michel Barnier. C'est irresponsable.

Ma question est précise. J'attends une réponse précise. Quels financements et quand seront-ils programmés, pour quels travaux de confortement ?

De manière plus large Monsieur le Ministre, nous sommes confrontés au dérèglement climatique. 28 arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle en France en 2014 pour 2 fois moins il y a moins de 20 ans. Il s'agit d'un problème grave qui appelle une politique prioritaire et une stratégie nationale.

Elles n'existent pas. Pire, introduit lors de l'examen de la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014 l'Etat, par le biais d'un cavalier législatif, s'est déchargé de la compétence inondation, transférée aux Collectivités Territoriales. Ce n'était plus seulement irresponsable, c'était scandaleux.

Je vous demande donc, Monsieur le Ministre, si vous avez l'intention de revenir sur cette disposition et quand.

Depuis des années j'alerte sans que les services de l'Etat ne prennent vraiment la mesure du risque. Je vous avise de nouveau avant que cela ne se produise : lorsque la Loire, aussi dangereuse que somptueuse sortira de son lit, il sera trop tard. Vous n'aurez plus, vous ou l'un de vos successeurs, qu'à venir une fois encore constater les dégâts.